

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2358

25 septembre 2013

SOMMAIRE

Alghero Holding Lux S.à r.l.	113144	Panorama Investments S.A.	113139
Alghero Holding Lux S.à r.l.	113144	Patron GP III Holdings S.à r.l.	113141
Ariane S.A. SPF	113175	Paunsdorf Centre Luxco	113140
CACEIS Bank Luxembourg	113170	P Challenge	113157
Crestone Needle Invest S.A.	113178	Pillarlux Murcia Holdings S.à r.l.	113182
Finpromotion International Holding S.A.	113138	PKF Risk & Assurance	113144
Fininvestit S.A.	113138	PLF Europe S.A.	113138
FP Lux Investments S.A. SICAV-SIF	113155	Printemps Holdings Luxembourg S.à r.l.	113142
Ganymede Luxco II S.à r.l.	113140	Project Unlimited S.à r.l.	113156
Gestino S.A.	113155	Qurtech	113140
Gracewell Properties (Birmingham) S.à r.l.	113154	Red & Black Lux S.à r.l.	113141
Groupe Europe Holding	113144	Red & Black Lux S.à r.l.	113139
HKB Lux Sàrl	113183	Red Lion Marine S.à r.l.	113139
Insight-Studio M III S.à r.l.	113155	Regency Business Base S.A.	113142
Insight-Studio M II S.à r.l.	113154	REI	113142
Insight-Studio M I S.à r.l.	113155	Resolution Bremen S.à r.l.	113153
Insight-Studio M I S.à r.l.	113154	RGI Investissements SA	113140
Intels International Network S.A.	113184	Rieste S.à r.l.	113141
International Trade Export Company S.à r.l.	113184	Risk & Assurance	113144
Ivaldi European Mutli-Strategy Fund SCA	113184	Roadmap Investments S.à r.l.	113139
Layetana Development Partners 1 - LUX, S.C.A., SICAR	113156	Rock Ridge RE 1	113141
L.D.S.A. S.à r.l.	113138	Rock Ridge RE 2	113143
Leo Portfolios SIF	113157	Romabelle S.à r.l.	113142
Level 3 Communications	113156	Roundabout S.à r.l.	113139
Liberty Land S.A.	113184	Sanitaires Willy Putz, Schieren S.A.	113143
Manchioneel Investment Holding S.à r.l.	113138	S.à r.l. IMMOBILIERE Carlo FISCHBACH	113140
Mithra Lëtzebuerg	113153	Saxon Energy Services Holdings Sàrl	113154
Mithra Pharmaceuticals	113153	Screen Gems S.à r.l.	113143
Mountain Fund SICAV-SIF	113156	Sieberath International Consulting	113141
ODS	113143	Société d'Investissement du Benelux (S.I.B) S.A.	113142
Orvieto S.A.	113156	Société Luxembourgeoise d'Investisse- ments et de Participations	113143
Orvieto S.A., SPF	113156	Transalliance Groupe Europe	113144

Finpromotion International Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.
R.C.S. Luxembourg B 97.124.

Les comptes annuels au 31 DECEMBRE 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A.

Référence de publication: 2013110093/10.

(130134379) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2013.

Finvestit S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2543 Luxembourg, 30, Dernier Sol.
R.C.S. Luxembourg B 119.798.

Les comptes annuels au 30/09/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013110095/10.

(130133255) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2013.

L.D.S.A. S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1363 Howald, 25, rue du Couvent.
R.C.S. Luxembourg B 133.240.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2013110273/9.

(130133460) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2013.

PLF Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 7-9, rue Philippe II.
R.C.S. Luxembourg B 136.813.

Le Bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2013110516/10.

(130134222) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2013.

Manchioneel Investment Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 22.000,00.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 3A, rue Val Sainte Croix.
R.C.S. Luxembourg B 162.210.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 30 juillet 2013.

Stonehage Corporate Services Luxembourg S.A.

3A, Val Ste Croix

L-1371 Luxembourg

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2013110346/15.

(130134078) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2013.

Panorama Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 30, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 108.034.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013110502/9.

(130133772) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2013.**Red Lion Marine S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J. F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 169.570.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 juillet 2013.

SANNE GROUP (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013110530/11.

(130133965) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2013.**Red & Black Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1940 Luxembourg, 282, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 127.992.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Séverine Michel

Gérante

Référence de publication: 2013110527/11.

(130133664) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2013.**Roadmap Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 132.407.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 juillet 2013.

SANNE GROUP (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013110538/11.

(130133090) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2013.**Roundabout S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 55.000,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 28, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 140.745.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 juillet 2013.

Delloula Aouinti

Gérante

Référence de publication: 2013110541/12.

(130133584) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2013.

RGI Investissements SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1651 Luxembourg, 15-17, avenue Guillaume.
R.C.S. Luxembourg B 162.289.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2013110548/9.

(130133248) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2013.

Ganymede Luxco II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 949.057,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 153.045.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 30 juillet 2013.
Référence de publication: 2013110114/10.

(130133781) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2013.

Qurtech, Société Anonyme.

Siège social: L-5730 Aspelt, 12, rue de Mondorf.
R.C.S. Luxembourg B 112.949.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2013110523/11.

(130133594) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2013.

Paunsdorf Centre Luxco, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 109.927.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 30 juillet 2013.

Gerald Welvaert.

Référence de publication: 2013110484/11.

(130133665) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2013.

S.à r.l. IMMOBILIERE Carlo FISCHBACH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 298, avenue Gaston Diderich.
R.C.S. Luxembourg B 31.790.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

AREND & PARTNERS S.à r.l.
12, rue de la Gare
L-7535 MERSCH
Signature

Référence de publication: 2013110562/13.

(130134203) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2013.

Rieste S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 21, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 157.806.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour RIESTE S.à r.l.
SGG S.A.
Signatures
Mandataire

Référence de publication: 2013110535/13.

(130133661) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2013.

Red & Black Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 282, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 127.992.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Séverine Michel
Gérante

Référence de publication: 2013110526/11.

(130133663) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2013.

Sieberath International Consulting, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9749 Fischbach, 7, Z.I. Giaellewee.
R.C.S. Luxembourg B 153.314.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013110569/9.

(130133838) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2013.

Patron GP III Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 147.441.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 juillet 2013.

Référence de publication: 2013110483/10.

(130134063) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2013.

Rock Ridge RE 1, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 22, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 115.663.

Der Jahresabschluss vom 31 Dezember 2012 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Nuno Aniceto.

Référence de publication: 2013110539/11.

(130133868) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2013.

Société d'Investissement du Benelux (S.I.B) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1651 Luxembourg, 15-17, avenue Guillaume.

R.C.S. Luxembourg B 164.401.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013110572/9.

(130133809) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2013.

Printemps Holdings Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 118.037.

Les comptes annuels au 31 mars 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 juillet 2013.

Référence de publication: 2013110493/10.

(130133921) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2013.

REI, Société Anonyme.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 8, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 105.316.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2012, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 juillet 2013.

Pour REI

Référence de publication: 2013110545/12.

(130133138) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2013.

Regency Business Base S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 128, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 106.686.

Les comptes annuels, les comptes de Profits et Pertes ainsi que les Annexes de l'exercice clôturant en date 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

L'Organe de Gestion

Référence de publication: 2013110544/11.

(130134080) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2013.

Romabelle S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8140 Bridel, 57, rue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 78.507.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Certifié sincère et conforme

Pour ROMABELLE S.à r.l.

Fideco S.A.

Référence de publication: 2013110553/12.

(130133718) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2013.

SOCLINPAR S.A., Société Luxembourgeoise d'Investissements et de Participations, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 16.980.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013110574/9.

(130133754) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2013.

ODS, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3325 Berchem, Station Shell, Autoroute E25.
R.C.S. Luxembourg B 131.895.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013110464/10.

(130133243) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2013.

Rock Ridge RE 2, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 22, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 115.664.

Der Jahresabschluss vom 31 Dezember 2012 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Nuno Aniceto.

Référence de publication: 2013110540/11.

(130134120) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2013.

Screen Gems S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.
R.C.S. Luxembourg B 134.754.

Les comptes annuels pour la période du 1^{er} janvier 2012 au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013110566/11.

(130133911) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2013.

Sanitaires Willy Putz, Schieren S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9122 Schieren, 8-10, rue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 99.343.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

AREND & PARTNERS S.à r.l.

12, rue de la Gare

L-7535 MERSCH

Signature

Référence de publication: 2013110593/13.

(130134170) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2013.

**Groupe Europe Holding, Société Anonyme,
(anc. Transalliance Groupe Europe).**

Siège social: L-3451 Dudelange, Zone Industrielle de Riedgen.
R.C.S. Luxembourg B 162.565.

Le bilan et l'annexe légale de l'exercice au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013110160/10.

(130133646) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2013.

**Risk & Assurance, Société Anonyme,
(anc. PKF Risk & Assurance).**

Siège social: L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy.
R.C.S. Luxembourg B 172.296.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 juillet 2013.

Paul DECKER

Le Notaire

Référence de publication: 2013110536/13.

(130133357) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2013.

**Alghero Holding Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée de titrisation,
(anc. Alghero Holding Lux S.à r.l.).**

Siège social: L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé.
R.C.S. Luxembourg B 177.996.

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-first day of June.

Before Us M^e Carlo VERSANDT, notary residing in Luxembourg, (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned.

THERE APPEARED:

GS Lux Management Services S.à r.l., a société à responsabilité limitée formed and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under registration number B 88.045, having its registered office at 2, Rue du Fossé, L-1536 Luxembourg,

here represented by Mrs Alexia UHL, jurist, with professional address in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal, such proxy, after having been signed Grand Duchy by the proxy-holder and the officiating notary, will remain attached to the present deed.

Such appearing party, represented as said before, has declared and requested the officiating notary to state:

- That the private limited liability company "Alghero Holding Lux S.à r.l.", (the "Company"), established and having its registered office in L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé, inscribed in the Trade and Companies' Registry of Luxembourg, section B, under the number 177996, has been incorporated by deed of the undersigned notary, on the 7 of June 2013, not yet published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations

- That the appearing person is the sole current shareholder (the "Sole Shareholder") of the Company and that he has taken, through its proxy-holder, the following resolutions.

First resolution

The Sole Shareholder resolved to convert the Company into a securitisation company, within the meaning of, and subject to, the law of 22 March 2004 on securitization, as amended.

Second resolution

The Sole Shareholder resolved to amend and restate the articles of association of the Company which will read as follows:

Title I. - Object - Denomination - Registered office - Duration

Art. 1. There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name of Alghero Holding Lux S.à r.l. (the "Company"), which shall have the status of a securitization company within the meaning of the

law of 22 March 2004 on securitization, as amended (the "Securitization Law"), and which shall be governed by the Securitization Law, the law of 10 August 1915 regarding commercial companies, as amended (the "Law"), as well as by these articles of association (the "Articles")

Art. 2. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 3. The registered office of the Company is established in Luxembourg.

If extraordinary political or economic events occur or are imminent, which might interfere with the normal activity at the registered office, or with easy communication between this office and abroad, the registered office may be declared to have been transferred abroad provisionally until the complete cessation of these abnormal circumstances.

Such decision, however, shall have no effect on the nationality of the Company. Such declaration of the transfer of the registered office shall be made and brought to the attention of third parties by the organ of the company, which is best situated for this purpose under such circumstances.

Art. 4. The purpose of the Company is to enter into one or more securitization transactions within the meaning of and to the fullest extent permitted by the Securitization Law. The Company may, in this context, acquire or assume, directly or indirectly, the risks, existing or future, relating to the holding of securities, receivables, debt instruments or bonds, loans and in general any assets, whether movable or immovable, tangible or intangible, as well as the risks resulting from the obligations assumed by third parties or relating to all or part of the activities of third parties, by issuing securities of which the value and the return depend on these risks, in one or more regular operations or on a continuing basis. The Company may assume those risks by acquiring the assets, granting guarantees or by committing itself in any other way. It may also dispose of the assets it holds, whether existing or future, to the extent permitted under the Securitization Law.

The Company may to the extent permitted under the Securitization Law (i) acquire, hold and dispose of, in any form and by any means, whether directly or indirectly, participations, rights, interests, and commitments in Luxembourg or foreign entities, (ii) acquire, dispose of and invest in stocks, securities, assets, subscription rights, loans, bonds, notes, advances and other debt instruments or other transferable securities. The Company may grant pledges as well as any type of guarantees or securities to Luxembourg or foreign entities and enter into securities lending activity on an ancillary basis.

The Company may issue bonds, notes or any other debt instruments, certificates, stocks, beneficiary shares, warrants and other type of transferable securities whose value or yield is linked to the assets and liabilities of the Company. It may further borrow money in any other form, subject to the Securitization Law.

The Company may perform all legal, commercial, technical and financial investments or operations and in general, all transactions which are necessary or useful to fulfil and develop its purpose, as well as, all operations connected directly or indirectly to facilitating the accomplishment of its securitization purpose.

Art. 5. The Board of Managers may, in accordance with the terms of the Securitisation Law, and in particular article 5, create one or more compartments within the Company. Each compartment shall, unless otherwise provided in the resolution of the Board of Managers creating such compartment, correspond to a distinct part of the assets and liabilities in respect of the corresponding funding. The resolutions of the Board of Managers creating one or more compartments within the Company, as well as any subsequent amendments thereto, shall be binding as of the date of such resolutions, against any third-party.

As between investors, each compartment of the Company shall be treated as a separate entity. Rights of creditors and investors of the Company that (i) have been designated as relating to a compartment or (ii) have arisen in connection with the creation, the operation or the liquidation of a compartment are strictly limited to the assets of that compartment which shall be exclusively available to satisfy such creditors and investors. Creditors and investors of the Company whose rights are not related to a specific compartment of the Company shall have no rights to the assets of any such compartment.

Unless otherwise provided in the resolution of the Board of Managers creating such compartment, no resolution of the Board of Managers may amend the resolution creating such compartment or directly affect the rights of the creditors and investors whose rights relate to such compartment without the prior approval of the creditors and investors whose rights relate to such compartment. Any decision of the Board of Managers taken in breach of this provision shall be void.

Without prejudice to what is stated in the precedent paragraph, each compartment of the Company may be separately liquidated without such liquidation resulting in the liquidation of another compartment of the Company or of the Company itself.

Fees, costs, expenses and other liabilities incurred on behalf of the Company as a whole shall be general liabilities of the Company and shall not be payable out of the assets of any compartment. If the aforementioned fees, costs, expenses and other liabilities cannot be otherwise funded, they shall be apportioned pro rata among the compartments of the Company upon a decision of the Board of Managers.

Title II. - Capital - Parts

Art. 6. The capital is fixed at two hundred and eleven thousand Mexican pesos (211,000.-MXN) represented by two hundred and eleven thousand (211,000) shares with a nominal value of one Mexican peso (1.- MXN) each.

The Company shall have an authorized capital of one hundred and seventy million Mexican pesos (170,000,000 MXN) represented by one hundred and seventy million (170,000,000) shares having a par value of one Mexican peso (1 MXN) each.

The Board of Managers is authorised and appointed:

- to increase from time to time the subscribed capital of the company within the limits of the authorised capital, at once or by successive portions, by issuance of new shares with or without share premium, to be paid up in cash, by contribution in kind, by conversion of shareholders' claims, by conversion of convertible preferred equity certificates or other convertible notes or similar instruments or, upon approval of the annual general meeting of shareholders, by incorporation of profits or reserves into capital;

- to determine the place and the date of the issuance or of the successive issuances, the terms and conditions of subscription and payment of the additional shares.

Such authorisation is valid for a period of five years starting from the date of publication of the present deed.

The period of this authority may be extended by resolution of the sole shareholder or, as the case may be, of the general meeting of shareholders, from time to time, in the manner required for amendment of these Articles. The Board of Managers is authorised to determine the conditions attached to any subscription for shares. In case of issuance of shares, the Board of Managers of the Company may, in its sole discretion, decide the amounts to be issued.

When the Board of Managers effects a whole or partial increase in capital pursuant to the provisions referred to above, it shall be obliged to take steps to amend this article in order to record the change and the Company's management is authorised to take or authorise the steps required for the execution and publication of such amendment in accordance with the law.

Art. 7. Every share entitles its owner to one vote.

Shares are freely transferable among shareholders. Transfer of shares inter vivos to non-shareholders may only be made with the prior approval of shareholders representing three quarters of the corporate capital.

Otherwise it is referred to the provisions of articles 189 and 190 of the Law.

The shares are indivisible with regard to the Company, which admits only one owner for each of them.

Shares in the company shall not be redeemable at the request of a shareholder.

The Company, however, may redeem its shares whenever the Board of Managers considers this to be in the best interest of the company, subject to the terms and conditions it shall determine and within the limitations set forth by these Articles and by law.

Unless the share redemption is immediately followed by a share capital reduction, any such redemption shall only be made out of the company's retained profits and non-compulsory reserves, including any paid-in surplus but excluding any reserve required by Luxembourg law. The redemption price shall be determined by the Board of Managers.

Art. 8. The Board of Managers may provide that the rights of the Investors (as defined hereafter) and creditors may be subordinated to the payment of other Investors or creditors.

The term "Investors" shall refer to the largest extent and in a generic manner to any investor in the Company, having subscribed either to shares or fractional shares, debt instruments, notes, bonds or other financial instruments or also having granted loans or other guarantees to the Company.

Any Investor or creditor of the Company or any person who has entered into a contractual relationship with the Company (the "Contracting Party") agrees neither (1) to seize any assets of the Company, nor (2) to petition for bankruptcy of the Company or request the opening of any other collective or reorganisation proceedings against the Company.

Art. 9. The life of the Company does not terminate by death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of any shareholder.

Art. 10. A shareholder as well as the heirs and representatives or entitled persons and creditors of a shareholder cannot, under any circumstances, request the affixing of seals on the assets and documents of the company, nor become involved in any way in its administration.

In order to exercise their rights they have to refer to financial statements and to the decisions of the general meetings.

Title III. - Management

Art. 11. The Company is managed by one or several Managers, who need not be shareholders.

In case of plurality of Managers, the Managers shall form a board of Managers being the corporate body in charge of the Company's management and representation. To the extent applicable and where the term "sole Manager" is not

expressly mentioned in these Articles, a reference to the "board of Managers" used in these Articles shall be read as a reference to the "sole Manager".

The Managers will be appointed by the general meeting of shareholders with or without limitation of their period of office. The general meeting of shareholders has the power to remove Managers at any time without giving reasons.

The Board of Managers elects among its members a chairman; in the absence of the chairman, another Manager may preside over the meeting.

A Manager unable to take part in a meeting may delegate by letter, telex, telefax or telegram another member of the Board to represent him at the meeting and to vote in his name.

Any member of the Board of Managers who participates in the proceedings of a meeting of the Board of Managers by means of a communications device (including a telephone or a video conference) which allows all the other members of the Board of Managers present at such meeting (whether in person, or by proxy, or by means of such communications device) to hear and to be heard by the other members at any time shall be deemed to be present in person at such meeting, and shall be counted when reckoning a quorum and shall be entitled to vote on matters considered at such meeting. Members of the Board of Managers who participate in the proceedings of a meeting of the Board of Managers by means of such a communications device shall ratify their votes so cast by signing one copy of the minutes of the meeting.

The Board of Managers convenes upon call by the chairman, or any third party delegated by him or by any Manager, as often as the interest of the company so requires.

The Board of Managers can validly deliberate and act only if the majority of Managers is present or represented.

Resolutions shall be passed with the favourable vote of the majority of Managers present or represented.

Circular resolutions signed by all members of the Board of Managers will be as valid and effective as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution.

The resolutions of the Board of Managers will be recorded in minutes signed by all of the members who took part at the deliberation.

Copies or extracts of such minutes to be produced in judicial proceedings or elsewhere will be validly signed by the chairman of the meeting or any two Managers.

Art. 12. The Board of Managers is invested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in compliance with the corporate object.

All powers not expressly reserved by law or by the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the Board of Managers.

The Board of Managers may pay interim dividends, provided that prior to such authorisation, the Board of Managers shall be in possession of interim accounts of the company, which provide evidence that sufficient funds are available to pay such interim dividend.

In the event of a vacancy on the Board of Managers, the remaining Managers have the right to provisionally fill the vacancy, such decision to be ratified by the next general meeting.

The powers and remunerations of any Managers possibly appointed at a later date in addition to or in the place of the first Managers will be determined in the act of nomination.

Art. 13. The Board of Managers may delegate its powers to conduct the daily management of the company to one or more Managers, who will be called Managing Director(s).

The Board of Managers may also delegate the power of company's representation to one or several Managers or to any other person, shareholder or not, who will represent individually or jointly the company for specific transactions as determined by the Board of Managers.

Any Manager, appointed as described in the previous paragraph, may issue a power of attorney, by his or her sole signature, as required, in order to give a special power to an attorney (ad hoc agent) to represent individually the company for specific purposes as determined in the special power of attorney.

Art. 14. The Company is bound by the sole signature of any one Manager for decisions having a value of an amount of up to one hundred and seventy thousand Mexican pesos (170,000.- MXN). For decisions having a value of an amount over one hundred and seventy thousand Mexican pesos (170,000.- MXN), the Company is bound by the signature of its sole Manager and in case of plurality of Managers, by the joint signature of at least two Managers.

Art. 15. Any Manager does not contract in his function any personal obligation concerning the commitments regularly taken by him in the name of the company; as a proxy holder he is only responsible for the execution of his mandate.

Title IV. - General meeting of the shareholders

Art. 16. The sole shareholder shall exercise all powers vested with the general meeting of shareholders under section XII of the Law.

All decisions exceeding the powers of the Board of Managers shall be taken by the sole shareholder or, as the case may be, by the general meeting of the shareholders. Any such decisions shall be in writing and shall be recorded on a special register.

In case there is more than one but less than twenty-five shareholders, decisions of shareholders shall be taken in a general meeting or by written consultation at the initiative of the Board of Managers. No decision is deemed validly taken until it has been adopted by the shareholders representing more than fifty per cent (50%) of the capital.

General meetings of shareholders shall be held in Luxembourg. Attendance by virtue of proxy is possible.

Title V. - Financial year - Profits - Reserves

Art. 17. The Company's financial year runs from the first of January to the thirty-first of December of each year. Exceptionally the first financial year shall begin on the day of incorporation and close on December 31st, 2013.

Art. 18. Each year, as of December 31st, the Board of Managers will draw up the balance sheet, which will contain a record of the property of the company together with its debts and liabilities and be accompanied by an annex containing a summary of all the commitments and debts of the Managers to the company.

At the same time the Board of Managers will prepare a profit and loss account, which will be submitted to the general meeting of shareholders together with the balance sheet.

Art. 19. Each shareholder may inspect at the registered office the inventory, the balance sheet and the profit and loss account during the fortnight preceding the annual general meeting.

Art. 20. The accounts of the Company are audited by one or more independent auditors (réviseur d'entreprises agréée).

The independent auditor(s) shall be appointed by the sole Manager or the Board of Managers of the Company, which shall determine their number and the duration of their appointment.

Art. 21. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortizations, charges and provisions represents the net profit of the company.

Each year, five percent (5%) of the net profit will be transferred to the statutory reserve. This deduction ceases to be compulsory when the statutory reserve amounts to one tenth of the capital but must be resumed until the reserve fund is entirely reconstituted if, any time and for any reason whatever, it has been touched. The balance is at the disposal of the general meeting of shareholders.

Art. 22. Without prejudice to the penultimate paragraph of Article 5, each compartment of the Company may be put into liquidation and any shares issued in connection with it may redeemed, by a decision of the Board of Managers.

The Company may be voluntarily dissolved by a resolution of the general meeting of the shareholder(s).

In the event of a dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or more liquidators who need not to be shareholders, designated by the meeting of shareholders at the majority defined by article 142 of the Law.

The liquidator(s) shall be invested with the broadest powers for the realization of the assets and payment of the debts.

Art. 23. For all matters not provided for in the present Articles, the parties refer to the existing laws (as they may be amended from time to time), and in particular the Securitization Law and the Law.

Third resolution

The five Managers of the Company currently in office and the duration of their term remain unchanged.

The registered office of the Company remains at 2, Rue du Fossé, L-1536 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of this deed, is approximately two thousand four Euros (EUR 2,400.-).

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg on the date mentioned at the beginning of this document.

The deed having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by surname, given name, civil status and residence, the said proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present deed.

Follows the french version

L'an deux mille treize, le vingt et un juin.

Pardevant Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

A COMPARU:

GS Lux Management Services S.à r.l., une 'société à responsabilité limitée constituée et opérant sous le droit du Grand-Duché du Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro d'immatriculation B 88.045 ayant son siège social au 2, Rue du Fossé, L-1536 Luxembourg,

ici représentée par Madame Alexia UHL, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée, laquelle procuration, après avoir été signée Grand Duchy par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte afin d'être enregistrée avec lui.

- Que la société à responsabilité limitée "Alghero Holding Lux S.à r.l.", (la "Société"), établie et ayant son siège social à L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 177996, a été constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 7 juin 2013, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations;

- Que la partie comparante est la seule associée actuelle (l'"Associé Unique") de la Société et qu'elle a pris, par sa mandataire, les résolutions suivantes:

Première résolution

L' Associé Unique a décidé de transformer la Société en une société de titrisation, au sens de, et soumis à, la loi du 22 mars 2004 sur la titrisation, telle que modifiée.

Deuxième résolution

L'Associé Unique a décidé de modifier les statuts de la Société qui auront la teneur suivante:

Titre I^{er} . - Objet - Dénomination - Siège social - Durée

Art. 1^{er} . Il est constituée une société à responsabilité limitée sous la dénomination de Alghero Holding Lux S.à r.l. (la «Société») qui aura le statut d'une société de titrisation conformément à la loi du 22 mars 2004 sur la titrisation, telle que modifiée (ci-après la «Loi sur la Titrisation») et sera régie par les dispositions de la Loi sur la Titrisation, par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), ainsi que par les présents statuts (les «Statuts»).

Art. 2. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 3. Le siège de la Société est établi à Luxembourg.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

Une telle décision n'aura cependant aucun effet sur la nationalité de la Société. Pareille déclaration de transfert du siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui est le mieux placé pour le faire dans ces circonstances.

Art. 4. La Société a pour objet de conclure une ou plusieurs opérations de titrisation conformément à la Loi sur la Titrisation dans le sens le plus large qu'elle permet. La Société peut, dans ce contexte, acquérir ou assumer, directement ou indirectement, les risques, existants ou futurs, liés à la détention de titres, de créances, de titres d'emprunts ou d'obligations, de prêts et de biens meubles ou immeubles, tangibles ou intangibles, de même que les risques résultant d'engagements assumés par des tiers ou inhérents à tout ou partie des activités réalisées par des tiers, en émettant des valeurs mobilières dont la valeur ou le rendement dépendent de ces risques, en une ou plusieurs opérations de façon régulière ou sur une base continue. La Société pourra assumer ces risques par l'acquisition de biens, l'octroi de garanties, ou en s'engageant par tout autre moyen. Elle pourra aussi disposer des biens qu'elle détient, qu'ils soient présents ou futurs, dans la mesure prévue par la Loi sur la Titrisation.

La Société peut également, dans les limites de la Loi sur la Titrisation (i) acquérir, détenir et céder, sous quelque forme que ce soit et par tous moyens, par voie directe ou indirecte, des participations, droits, intérêts et engagements dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères, (ii) acquérir, disposer et investir dans des actions, titres, actifs, bons de souscriptions, prêts, obligations, billets à ordre, avances et autres instruments de dette ou valeurs mobilières. La Société peut octroyer des gages et d'autres garanties et sûretés, de quelque nature que ce soit, à toute entité luxembourgeoise ou étrangère et conduire, de manière accessoire, des opérations de prêt liées à la titrisation.

La Société peut procéder à l'émission de titres de créances, d'obligations, d'effets à payer ou de tout instrument de dette, de certificats, d'actions, de parts bénéficiaires, de warrants et tout autre type de créance ou de valeurs mobilières dont la valeur ou l'intérêt est lié à l'actif et au passif de la Société. La Société peut également emprunter sous quelque forme que ce soit, dans les limites de la Loi sur la Titrisation.

La Société pourra réaliser tous investissements ou opérations de nature légale, commerciale, technique ou financière, et en général, toutes transactions nécessaires ou utiles à l'accomplissement de son objet, ainsi que toutes opérations liées directement ou indirectement à la facilitation de l'accomplissement de son objet.

Art. 5. Le Conseil de Gérance de la Société pourra, conformément aux dispositions de la Loi sur la Titrisation et plus particulièrement de son article 5, créer un ou plusieurs compartiments au sein de la Société. Chaque compartiment devra, sauf disposition contraire dans la résolution du Conseil de Gérance créant un tel compartiment, correspondre à une partie distincte de l'actif et du passif en rapport avec le financement en question. Les résolutions du Conseil de Gérance créant un ou plusieurs compartiments au sein de la Société, ainsi que toutes modifications subséquentes, seront opposables aux tiers, à compter de la date de ces résolutions.

Entre investisseurs, chaque compartiment de la Société devra être traité comme une entité séparée. Les droits des créanciers et des investisseurs de la Société (i) qui sont rattachés à un compartiment ou (ii) qui sont nés de la création, du fonctionnement ou de la mise en liquidation d'un compartiment sont strictement limités aux biens de ce compartiment qui seront exclusivement disponibles pour satisfaire ces investisseurs ou créanciers. Les investisseurs ou les créanciers de la Société dont les droits ne sont pas spécifiquement rattachés à un compartiment déterminé n'auront aucun droit aux biens d'un tel compartiment.

Sauf disposition contraire dans les résolutions du Conseil de Gérance de la Société créant un tel compartiment, aucune résolution du Conseil de Gérance de la Société ne pourra être adoptée afin de modifier les résolutions ayant créé un tel compartiment ou afin de prendre toute autre décision affectant directement les droits des investisseurs ou des créanciers dont les droits sont rattachés à un tel compartiment sans le consentement préalable des investisseurs ou créanciers dont les droits sont rattachés à ce compartiment. Toute décision prise par le Conseil de Gérance en violation de cette disposition sera nulle et non avenue.

Sans préjudice de ce qui est énoncé au paragraphe précédent, chaque compartiment de la Société pourra être liquidé séparément sans que cette liquidation n'entraîne la liquidation d'un autre compartiment de la Société ou de la Société elle-même.

Les frais, coûts, dépenses et autres obligations de la Société encourus pour le compte de la Société elle-même seront des obligations générales de la Société et ne seront pas payés par le biais des avoirs d'un compartiment en particulier. Au cas où les frais, coûts, dépenses et autres obligations mentionnés ci-dessus ne pourraient pas être financés autrement, ils seront répartis au pro rata parmi les compartiments de la Société sur décision du Conseil de Gérance.

Titre II. - Capital - Parts

Art. 6. Le capital social de la Société est fixé à deux cent onze mille pesos Mexicains (211.000.- MXN) divisé en deux cent onze mille (211.000) parts sociales ayant une valeur nominale d'un peso Mexicain (1.- MXN) chacune, entièrement souscrites et libérées.

La Société aura un capital social autorisé de cent soixante-dix millions de pesos Mexicains (170.000.000.- EUR) représenté par cent soixante-dix millions (170.000.000) de parts sociales ayant une valeur nominale d'un peso Mexicain (1.- MXN) chacune.

Le Conseil de Gérance est autorisé à, et mandaté pour:

- augmenter le capital social de la société dans les limites du capital autorisé, en une seule fois ou par tranches successives, par émission de parts sociales nouvelles avec ou sans prime d'émission, à libérer par voie de versements en espèces, d'apports en nature, par conversion de créances, par conversion de titres préférentiels convertibles ou d'autres titres convertibles ou instruments similaires ou, sur approbation de l'assemblée générale annuelle, par voie d'incorporation de bénéfices ou réserves au capital;

- fixer le lieu et la date de l'émission ou des émissions successives, le prix d'émission, les conditions et modalités de souscription et de libération de parts sociales nouvelles;

Cette autorisation est valable pour une période de cinq ans à partir de la date de la publication du présent acte.

La durée de cette autorisation peut être étendue par décision de l'associé unique ou, selon le cas, par l'assemblée générale des associés, statuant comme en matière de modification des présents Statuts.

Le Conseil de Gérance est autorisé à déterminer les conditions de souscription des parts sociales. En cas d'émission de parts sociales, le Conseil de Gérance de la Société peut décider, à sa seule discrétion, du total des émissions.

Lorsque le Conseil de Gérance effectue une augmentation partielle ou totale de capital conformément aux dispositions mentionnées ci-dessus, il sera obligé de prendre les mesures nécessaires pour modifier cet article afin de constater cette modification et la gérance de la Société est autorisée à prendre ou à autoriser toutes les mesures requises pour l'exécution et la publication de telle modification conformément à la loi.

Art. 7. Chaque part sociale donne droit à une voix.

Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Les cessions de parts sociales entre vifs à des tiers non associés ne peuvent être effectuées que moyennant l'agrément préalable des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Pour le reste, il est fait renvoi aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi.

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui n'admet qu'un seul titulaire à son égard pour chaque part.

Les parts sociales ne sont pas remboursables à la demande des associés.

La Société peut, toutefois, lorsque le Conseil de Gérance considère que cela est dans l'intérêt de la Société, aux conditions et aux termes prévus par la loi et les Statuts, racheter ses propres parts.

À moins que le rachat des parts soit immédiatement suivi par une réduction de capital, tout remboursement ne pourra être effectué qu'au moyen des bénéfices non distribués de la société et des réserves disponibles, en ce compris les réserves excédentaires, mais excluant les réserves légales prévues par la loi luxembourgeoise. Le prix de rachat sera déterminé par le Conseil de Gérance.

Art. 8. Le Conseil de Gérance peut prévoir que l'exigibilité et le recouvrement des droits des Investisseurs (tels que définis ci-dessous) et des créanciers soient subordonnés au paiement d'autres Investisseurs ou créanciers.

Le terme «Investisseur» se réfère dans le sens le plus large et de manière générique à tout investisseur de la Société, que celui-ci ait investi par voie de souscription d'actions ou de fractions d'action, de titres de dette, notes, obligations ou autres instruments financiers, valeurs mobilières ou qu'il ait octroyé à la Société des avances ou autres garanties.

Tout Investisseur ou tout autre créancier de la Société ou toute personne qui est contractuellement liée avec la Société (la «Partie Contractante») accepte de ne pas (1) saisir les biens de la Société, ni (2) d'assigner la Société en faillite ou requérir contre la Société l'ouverture de toute procédure collective ou de réorganisation.

Art. 9. La faillite, l'insolvabilité, le décès ou l'incapacité d'un associé ne mettent pas fin à la Société.

Art. 10. Un associé ainsi que les héritiers et représentants ou ayants droit et créanciers d'un associé ne peuvent, sous aucun prétexte, requérir l'apposition de scellés sur les biens et papiers de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration.

Ils doivent pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

Titre III. - Administration

Art. 11. La Société est administrée par un ou plusieurs Gérants, associés ou non.

En cas de pluralité de Gérants, les Gérants constituent un Conseil de Gérance, étant l'organe chargé de la gérance et de la représentation de la société. Dans la mesure où le terme «Gérant unique» n'est pas expressément mentionné dans les présents Statuts, une référence au «Conseil de Gérance» utilisée dans les présents Statuts doit être lue comme une référence au «Gérant unique».

Les Gérants sont nommés par l'assemblée générale des associés, pour une durée limitée ou sans limitation de durée. L'assemblée générale des associés peut révoquer les Gérants à tout moment, avec ou sans motif.

Le Conseil de Gérance désigne parmi ses membres un président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un autre Gérant présent.

Chaque Gérant de la société empêché de participer à une réunion du Conseil de Gérance peut désigner par écrit, télégramme, télex ou téléfax, un autre membre du Conseil de Gérance comme son mandataire, aux fins de le représenter et de voter en son nom.

Tout membre du Conseil de Gérance qui participe à une réunion du Conseil de Gérance via un moyen de communication (incluant le téléphone ou une vidéo conférence) qui permet aux autres membres du Conseil de Gérance présents à cette réunion (soit en personne soit par mandataire ou au moyen de ce type de communication) d'entendre à tout moment ce membre et permettant à ce membre d'entendre à tout moment les autres membres sera considéré comme étant présent en personne à cette réunion et sera pris en compte pour le calcul du quorum et autorisé à voter sur les matières traitées à cette réunion. Les membres du Conseil de Gérance qui participent à une réunion du Conseil de Gérance via un tel moyen de communication ratifieront leurs votes exprimés de cette façon en signant une copie du procès-verbal de cette réunion.

Le Conseil de Gérance se réunit sur la convocation du président, ou tout tiers délégué par lui ou par n'importe lequel de ses Gérants, aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige.

Le Conseil de Gérance ne peut délibérer et agir que si une majorité de Gérants sont présents ou représentés.

Les résolutions seront adoptées si elles ont été prises à la majorité des votes des membres présents soit en personne soit par mandataire à telle réunion.

Les résolutions circulaires signées par tous les membres du Conseil de Gérance seront considérées comme étant valablement adoptées comme si une réunion valablement convoquée avait été tenue. Ces signatures pourront être apposées sur un document unique ou sur des copies multiples d'une résolution identique.

Les résolutions du Conseil de Gérance seront enregistrées sur un procès-verbal signé par tous les membres qui ont participé à la réunion.

Des copies ou extraits de ce procès-verbal à produire lors d'une procédure judiciaire ou ailleurs seront valablement signés par le Président de la réunion ou par deux Gérants.

Art. 12. Le Conseil de Gérance est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social.

Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les Statuts à l'assemblée générale.

Il est autorisé à verser des acomptes sur dividendes à condition qu'avant toute distribution, le Conseil de Gérance soit en possession de comptes intermédiaires de la société fournissant la preuve de l'existence de fonds suffisants à la distribution de ces acomptes sur dividendes.

En cas de vacance d'une place au Conseil de Gérance, les Gérants restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

Les pouvoirs et rémunérations des Gérants éventuellement nommés postérieurement en sus ou en remplacement des premiers Gérants seront déterminés dans l'acte de nomination.

Art. 13. Le Conseil de Gérance peut déléguer la gestion journalière de la Société à un ou plusieurs Gérants qui prendront la dénomination de Gérants délégués.

Le Conseil de Gérance peut également déléguer le pouvoir de représentation de la société à un ou plusieurs Gérants ou à toute autre personne, associé ou non, qui représentera la société individuellement ou conjointement pour des transactions spécifiques tel que déterminé par le Conseil de Gérance.

Tout Gérant, tel que désigné comme décrit dans le paragraphe précédent, peut donner pouvoir spécial, par sa seule signature, à toute autre personne susceptible d'agir seule comme mandataire ad hoc de la société pour certaines tâches telles que définies dans le pouvoir spécial.

Art. 14. La Société est engagée par la seule signature d'un gérant pour toute décision ayant une valeur jusqu'à un montant de cent soixante-dix mille pesos Mexicains (170.000.-MXN). Concernant les décisions ayant une valeur supérieure à cent soixante-dix mille pesos Mexicains (170.000.- MXN), la Société est engagée par la signature de son gérant unique ou par les signatures conjointes d'au moins deux gérants en cas de pluralité de gérants.

Art. 15. Le ou les Gérants ne contractent, à raison de leurs fonctions, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Titre IV. - Assemblée générale des associés

Art. 16. L'associé unique exercera tous les droits incombant à l'assemblée générale des associés en vertu de la section XII de la Loi.

Toutes les décisions excédant le pouvoir du Conseil de Gérance seront prises par l'associé unique ou, selon les cas, par l'assemblée générale des associés. Les décisions de l'associé unique seront écrites et doivent être consignées sur un registre spécial.

S'il y a plus d'un, mais moins de vingt-cinq associés, les décisions des associés seront prises par l'assemblée générale ou par consultation écrite à l'initiative de la gérance. Aucune décision n'est valablement prise qu'autant qu'elle a été adoptée par des associés représentant plus de la moitié (50%) du capital social.

Les assemblées générales des associés se tiendront au Luxembourg. La représentation au moyen de procuration est admise.

Titre V. - Année comptable - Profits - Réserves

Art. 17. L'année sociale de la Société commence le premier janvier et finit le 31 décembre de chaque année, à l'exception du premier exercice qui commence en date du jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2013.

Art. 18. Chaque année au 31 décembre, la gérance établit un état financier qui contiendra un inventaire de l'actif et du passif de la société, ainsi qu'un compte de pertes et profits, accompagné d'une annexe contenant un résumé de tous les engagements et dettes contractés par le Conseil de Gérance.

En même temps, le Conseil de Gérance dressera un compte de pertes et profits, qui sera soumis à l'assemblée générale des associés en même temps que l'inventaire.

Art. 19. Chaque associé aura le droit de consulter l'inventaire au siège social, ainsi que le compte de pertes et profits, pendant la quinzaine précédant l'assemblée générale annuelle.

Art. 20. Les comptes de la Société sont vérifiés par un ou plusieurs réviseur(s) d'entreprise(s) agréé(s).

Le(s) réviseur(s) d'entreprise(s) est/sont nommé(s) par le Gérant unique ou le Conseil de Gérance, qui déterminera leur nombre et la durée de leur fonction.

Art. 21. Le solde positif du compte de pertes et profits, déduction faite des frais généraux, charges, amortissements et provisions, constitue le bénéfice net.

Sur ce bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve; ce prélèvement cesse d'être obligatoire, dès que le fonds de réserve a atteint le dixième du capital, mais devra toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve avait été entamé. L'excédent est à la libre disposition des associés.

Art. 22. Sans préjudice des dispositions figurant à l'avant-dernier paragraphe de l'article 5, et sous réserve de l'autorisation des associés donnée lors d'une assemblée des associés telle que cela peut être requis en matière de modification des Statuts de la Société, chaque compartiment de la Société pourra être mis en liquidation et ses parts sociales rachetées par décision du Conseil de Gérance de la Société.

La Société peut être dissoute par décision de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés.

En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, à désigner par l'assemblée des associés à la majorité fixée par l'article 142 de la Loi.

Le ou les liquidateurs auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

Art. 23. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents Statuts, les parties se rapportent aux dispositions légales applicables (telles que modifiées de temps à autre), et en particulier à la Loi sur la Titrisation et à la Loi.

Troisième résolution

Les cinq gérants de la Société actuellement en fonction ainsi que la durée de leur mandat sont maintenus.

Le siège social de la Société restera au 2, Rue du Fossé, L-1536 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison de cet acte, s'élève approximativement à deux mille quatre cents euros (EUR 2.400,-).

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare que sur la demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; à la demande de la même partie comparante et en cas de divergences entre la version anglaise et la version française, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture faite à la mandataire de la partie comparante, connue du notaire instrumentant par nom, prénom, état et demeure, il a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: A. UHL, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 25 juin 2013. LAC/2013/29033. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 15 juillet 2013.

Référence de publication: 2013110807/493.

(130135119) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2013.

Mithra Lëtzebuerg, Société Anonyme, (anc. Mithra Pharmaceuticals).

Siège social: L-2330 Luxembourg, 124, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 174.659.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 juillet 2013.

Paul DECKER

Le Notaire

Référence de publication: 2013110362/13.

(130133258) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2013.

Resolution Bremen S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 450.000,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 15-17, avenue Gaston Diderich.
R.C.S. Luxembourg B 139.651.

Le bilan de la société au 31/12/2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013110533/9.

(130133582) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2013.

Gracewell Properties (Birmingham) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 20.000,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 169.097.

—
EXTRAIT

Il résulte d'un contrat de cession de parts sociales signé en date du 31 juillet 2013 que Grace Lodge Care Investments S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 6, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, enregistrée au R.C.S. Luxembourg B 152615, a cédé les 20.000 parts sociales qu'elle détenait dans la Société à Gracewell Investment N°4 S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 6, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, enregistrée au R.C.S. Luxembourg B 170845.

Pour extrait

La Société

Référence de publication: 2013110131/16.

(130134061) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2013.

Insight-Studio M II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 144.339.

—
Par résolutions signées en date du 23 juillet 2013, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

- acceptation de la démission de Bruno Bagnouls, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, de son mandat de Gérant de classe B, avec effet immédiat;

- nomination de Emmanuel Mougeolle, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, au mandat de Gérant de classe B, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 juillet 2013.

Référence de publication: 2013110210/15.

(130134214) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2013.

Insight-Studio M I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 116.670,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 144.243.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 juillet 2013.

Référence de publication: 2013110207/10.

(130133555) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2013.

Saxon Energy Services Holdings Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.447.874,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 138.595.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 juillet 2013.

Stijn Curfs

Mandataire

Référence de publication: 2013110564/12.

(130133373) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2013.

Insight-Studio M I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 116.670,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 144.243.

Par résolutions signées en date du 23 juillet 2013, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

- acceptation de la démission de Bruno Bagnouls, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, de son mandat de Gérant de classe B, avec effet immédiat;
- nomination de Emmanuel Mougeolle, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, au mandat de Gérant de classe B, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 juillet 2013.

Référence de publication: 2013110208/15.

(130134215) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2013.

Insight-Studio M III S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 36.652,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 136.921.

Par résolutions signées en date du 23 juillet 2013, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

- acceptation de la démission de Bruno Bagnouls, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, de son mandat de Gérant de classe B, avec effet immédiat;
- nomination de Emmanuel Mougeolle, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, au mandat de Gérant de classe B, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 juillet 2013.

Référence de publication: 2013110211/15.

(130134219) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2013.

FP Lux Investments S.A. SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 152.292.

Der konsolidierte Jahresabschluss zum 31.12.2012 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 31.07.2013.

Für die FP Lux Investments S.A. SICAV-SIF

Ein Bevollmächtigter

Référence de publication: 2013110103/14.

(130134197) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2013.

Gestino S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4221 Esch-sur-Alzette, 78, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 162.866.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013110127/10.

(130133216) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2013.

Layetana Development Partners 1 - LUX, S.C.A., SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 123.300.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 29 juillet 2013.
Référence de publication: 2013110277/11.

(130134209) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2013.

Mountain Fund SICAV-SIF, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 147.361.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 66912 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2013110371/11.

(130133133) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2013.

Orvieto S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial, (anc. Orvieto S.A.).

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 109.188.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Senningerberg, le 31 juillet 2013.
Référence de publication: 2013110468/11.

(130133410) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2013.

Level 3 Communications, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 208, Val des Bons Malades.
R.C.S. Luxembourg B 135.597.

Par la présente, je vous informe de ma décision de démissionner de mes fonctions de gérant de votre société, à compter du 1^{er} juillet 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 1^{er} juillet 2013.

François VERWILGHEN.

Référence de publication: 2013110280/11.

(130133519) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2013.

Project Unlimited S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.
R.C.S. Luxembourg B 153.667.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg Corporation Company S.A.
Signatures

Référence de publication: 2013110496/11.

(130133430) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2013.

**Leo Portfolios SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé,
(anc. P Challenge).**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 15, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 133.053.

In the year two thousand and thirteen, on the sixth of September.

Before us Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting of the shareholders of "P CHALLENGE" a "société anonyme" qualifying as an investment company with variable share capital (The Fund), with registered office at Luxembourg, incorporated by a notarial deed on October 22, 2007, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C dated November 30, 2007, number 2770. The articles of incorporation have been modified for the last time by a deed of the undersigned notary, on January 10, 2012, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C number 531 of February 29, 2012.

The meeting is opened with Hugues de Monthébert, bank employee, residing professionally in Luxembourg, in the chair,

Solange Wolter, residing professionally in Luxembourg, is appointed secretary.

The meeting appoints as scrutineer Grégory Fourez, bank employee, residing professionally in Luxembourg.

The chairman then declared and requested the notary to declare the following:

I.- That the shareholders present or represented and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list, signed by the chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary. The said list as well as the proxies will be annexed to this document to be filed with the registration authorities.

III.- That it appears from the attendance list, that all shares are represented at the present extraordinary general meeting, so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda.

IV.- That the agenda of the present meeting is the following:

Agenda

1. Change of the denomination of Fund

Approve the change of the denomination of the Fund from P CHALLENGE to LEO PORTFOLIOS SIF

2. General update of the Articles of Incorporation Approve the Articles of Incorporation, attached hereto (Annex I), as the constitutional document of the Fund, in replacement of the existing Articles of Incorporation subject to any modification that the Luxembourg regulator could request.

3. Statutory elections

Board of Directors

Appointment of Mr Marc Wenda, Mr Pascal Chauvaux and Mr Gilles Paupe, as directors of the Fund, until the next Annual General Meeting which will be held on 2014.

Réviseur d'Entreprise

Appointment of Deloitte Audit Sarl, 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg as réviseur d'entreprises, until the next Annual General Meeting which will be held on 2014.

4. Miscellaneous

After the foregoing was approved by the meeting, the meeting unanimously took the following resolutions:

First resolution

The general meeting decides to change the denomination of the Fund into LEO PORTFOLIOS SIF.

Second resolution

The general meeting decides to approve the Articles of Incorporation, as the constitutional document of the Fund, in replacement of the existing Articles of Incorporation subject to any modification that the Luxembourg regulator could request, which shall read as follows:

" **Art. 1. Name.** There is hereby established among the subscriber and all those who may become owners of the shares of "LEO PORTFOLIOS SIF" (the "Company"), a Luxembourg company under the form of a "société anonyme", qualifying as a specialised investment fund under the law of 13 February 2007 (the "Law of 2007") relating to specialised investment funds ("SIF").

Art. 2. Registered office. The registered office of the Company is established in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The board of directors of the Company (the "Board of Directors") is authorised to transfer the registered office of the Company within the City of Luxembourg by taking the appropriate resolution. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a decision of the Board of Directors.

The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of the shareholders of the Company deliberating in the manner required for the amendments to the Articles.

Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic or social, which would prevent or interfere with the normal activity at the registered office of the Company or with the ease of communication between such office and abroad, the registered office of the Company may be, by decision of the Board of Directors, temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will not have any effect on the Company's nationality, which, notwithstanding this temporary transfer of the registered office, will remain a Luxembourg Company.

Art. 3. Duration. The Company is established for an indefinite period. It may be dissolved by a decision of the general meeting of its shareholders deliberating in the manner required for the amendments to the Articles.

Art. 4. Object. The exclusive object of the Company is to invest the funds available to it in a portfolio of assets, within the widest meaning permitted by the Law of 2007, with the aim of spreading the investment risks and providing to its shareholders the results of management of its assets. The Company may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose to the fullest extent permitted by the Law of 2007.

Art. 5. Share capital. The share capital of the Company shall be represented by fully paid-up shares of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Company. The initial share capital of the Company corresponds to 31,000.-EUR (thirty-one thousand Euros) divided into 310 (three hundred and ten) fully paid-up shares of no par value.

The subscribed share capital of the Company, increased by the share premium (if any), shall not be less than the minimum provided for by the Law of 2007, i.e. currently one million two hundred fifty thousand Euros (1,250,000 Euro), which must be achieved within twelve months after the date on which the Company has been authorized as a SIF under Luxembourg law.

Art. 6. Classes of Shares. The shares to be issued pursuant to Article 10 hereof may, as the Board of Directors shall determine, be of different classes. The proceeds of the issue of each class of shares shall be invested in securities of any kind and other assets permitted by law pursuant to the investment policy determined by the Board of Directors for each Sub-fund (as determined hereinafter) established in respect of the relevant class or classes of shares, subject to the principle of risk spreading provided by law and any investment restriction determined by the Board of Directors.

The Board of Directors may, at any time, establish a pool of assets constituting a portfolio of assets ("Sub-fund") for one class of shares or for multiple classes of shares in the manner described in Article 13 hereof and in accordance with the requirements of the Law of 2007 and of the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the "Law of 1915"). As between shareholders, each portfolio of assets shall be invested for the exclusive benefit of the relevant class or classes of shares. The Company shall be considered as one single legal entity. However, with regard to third parties, in particular towards the Company's creditors, each Sub-fund shall be exclusively responsible for all liabilities attributable to it.

The Board of Directors may create each Sub-fund for an unlimited or limited period of time; in the latter case, the Board of Directors may, at the expiry of the initial period of time, prorogate the duration of the relevant Sub-fund once or several times. At the expiry of the duration of a Sub-fund, the Company shall redeem all the shares in the relevant class(es) of shares, in accordance with the provision of the present Articles.

At each prorogation of a Sub-fund, the shareholders shall be duly notified in accordance with applicable laws and regulations. The offering document relating to the shares of the Company, as may be amended from time to time (the "Issue Document") shall indicate the duration of each Sub-fund and if appropriate, its prorogation.

For each Sub-fund, the Board of Directors may also decide to create two or more classes of shares whose assets will generally be invested in accordance with the specific investment policy of the Sub-fund in question. However, the classes of shares may differ in terms of their specific subscription and/or redemption fee structures, specific exchange rate hedging policies, specific distribution policies, currencies into which Shares are denominated and/or specific management or advisory fees, or other specific features applicable to each class of shares.

The Board of Directors may decide to divide ("split") or merge ("reverse split") the shares of a given class. The effectiveness of such a split or reverse split is subject to the prior lapse of a one month period following the date such split or reverse split is notified to the shareholders of the Company. The shareholders shall be given the right to redeem shares free of charge during this one month period.

For the purpose of determining the share capital of the Company, the net assets attributable to each class of shares shall, if not expressed in EUR, be converted into EUR and the share capital shall be the total of the net assets of all the classes of shares.

The features of the classes of shares offered are detailed in the Issue Document.

The shares of the various classes shall confer upon their holders the right to one vote on all matters coming before general meetings of shareholders. Rights conferred on fractional shares shall be exercised pro rata of the fraction held by the holder of the share, except for voting rights, which can only be exercised for whole shares.

The shares of each Sub-fund will be entitled to participate equally as to profits, dividends and any liquidation proceeds (taking into account, as the case may be, the respective net asset value of the Shares in the case of issue of several Sub-Classes of Shares within a given Sub-fund). The shares have no mention of value and bear no preference right or right of pre-emption.

Art. 7. Restrictions to the Subscription for Shares. Shares may only be subscribed and held by investors which comply with the provisions of the Law of 2007 (the "Eligible Investors"), being:

- institutional investors; or
- professional investors, or
- any other investor who has declared in writing that he adheres to the status of a "well-informed investor" and

* either invest a minimum equivalent, in the currency of the Sub-fund or class of shares, to one hundred twenty five thousand Euros (125.000 Euro) in the Company, or

* provide an assessment made by a credit institution within the meaning of Directive 2006/48/EC, by an investment firm within the meaning of Directive 2004/39/EC or by a management company within the meaning of Directive 2001/107/EC, certifying his expertise, his experience and his knowledge in adequately appraising an investment in the Company.

The Board of Directors or, as the case may be the entities appointed by the Board of Directors to receive subscription orders for shares of the Company, may request all information and documents required or necessary in order to assess the status as Eligible Investor of an investor.

The Company will not give effect to any transfer of shares to an investor who does not comply with the above provisions of this Article.

Art. 8. Restrictions on the ownership of Shares. The Company may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any person, firm or corporate body, if in the opinion of the Company such holding may be detrimental to the Company, if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign; or if as a result thereof the Company may become exposed to tax disadvantages or other financial disadvantages that it would not have otherwise incurred. Specifically but without limitation, the Company may restrict the ownership of shares in the Company by any US Person, as defined in this Article (such persons, firms or corporate bodies to be determined by Board of Directors being herein referred to as "Prohibited Persons").

For such purposes the Company may:

(A) decline to issue any shares and decline to register any transfer of a share, where it appears to it that such registry or transfer would or might result in legal or beneficial ownership of such shares by a Prohibited Person; and

(B) at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of shares in the register of shareholders, to furnish it with any information, supported by an affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's shares rests in a Prohibited Person, or whether such registry will result in beneficial ownership of such shares by a Prohibited Person; and

(C) decline to accept the vote of any Prohibited Person at any meeting of shareholders of the Company; and

(D) where it appears to the Company that any Prohibited Person either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of shares, direct such shareholder to sell his shares and to provide to the Company evidence of the sale within thirty (30) days of the notice. If such shareholder fails to comply with the direction, the Company may compulsorily redeem or cause to be redeemed from any such shareholder all shares held by such shareholder in the following manner:

(1) The Company shall serve a second notice (the "purchase notice") upon the shareholder holding such shares or appearing in the register of shareholders as the owner of the shares to be purchased, specifying the shares to be purchased as aforesaid, the manner in which the purchase price will be calculated and the name of the purchaser.

Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Company. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the share certificate or certificates representing the shares specified in the purchase notice.

Immediately after the close of business on the date specified in the purchase notice, such shareholder shall cease to be the owner of the shares specified in such notice and his/her name shall be removed from the register of shareholders.

(2) The price at which each such share is to be purchased (the "purchase price") shall be an amount based on the Net Asset Value (as defined hereinafter) per share of the relevant class of shares as at the Valuation Day (as defined in Article 14 below) specified by the Board of Directors for the redemption of such shares in the Company next preceding the date of the purchase notice or next succeeding the surrender of the share certificate or certificates representing the shares specified in such notice, whichever is lower, all as determined in accordance with the provisions of the present Articles, less any service charge provided therein.

(3) Payment of the purchase price will be made available to the former owner of such shares normally in the currency fixed by the Board of Directors for the payment of the redemption price of the shares of the relevant class and will be deposited for payment to such owner by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the purchase notice) upon final determination of the purchase price following surrender of the share certificate or certificates

specified in such notice and un-matured dividend coupons attached thereto. Upon service of the purchase notice as aforesaid such former owner shall have no further interest in such shares or any of them, nor any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right to receive the purchase price (without interest) from such bank following effective surrender of the share certificate or certificates as aforesaid. Any redemption proceeds receivable by a shareholder under this paragraph, but not collected within a period of six months from the date specified in the purchase notice, may not thereafter be claimed and shall be deposited with the "Caisse de Consignation". The Board of Directors shall have power from time to time to take all steps necessary to perfect such reversion and to authorize such action on behalf of the Company.

(4) The exercise by the Company of the power conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any purchase notice, provided in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

"Prohibited Person" as used herein does neither include any subscriber to shares of the Company issued in connection with the incorporation of the Company while such subscriber holds such shares nor any securities dealer who acquires shares with a view to their distribution in connection with an issue of shares by the Company.

Where it appears to the Company that any Prohibited Person is a U.S. Person, who either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of shares, the Company may compulsorily redeem or cause to be redeemed from any shareholder all shares held by such shareholder without delay. In such event, Clause D (1) here above shall not apply.

Whenever used in these Articles, the terms "U.S. Person" mean with respect to individuals, any U.S. citizen (and certain former U.S. citizens as set out in relevant U.S. Income Tax laws) or "resident alien" within the meaning of U.S. income tax laws and in effect from time to time.

With respect to persons other than individuals, the term "U.S. Person" means (i) a corporation or partnership or other entity created or organised in the United States or under the laws of the United States or any state thereof; (ii) a trust where (a) a U.S. court is able to exercise primary jurisdiction over the trust and (b) one or more U.S. fiduciaries have the authority to control all substantial decisions of the trust and (iii) an estate (a) which is subject to U.S. tax on this worldwide income from all sources; or (b) for which any U.S. Person acting as executor or administrator has sole investment discretion with respect to the assets of the estate and which is not governed by foreign law. The term "U.S. person" also means any entity organised principally for passive investment such as a commodity pool, investment company or other similar entity (other than a pension plan for the employees, officers or principals of any entity organised and with its principal place of business outside the United States) which has as a principal purpose the facilitating of investment by a United States person in a commodity pool with respect to which the operator is exempt from certain requirements of part 4 of the United States Commodity Futures Trading Commission by virtue of its participants being non United States persons. "United States" means the United States of America (including the States and the District of Columbia), its territories, its possessions and any other areas subject to its jurisdiction.

Art. 9. Form of Shares. Shares are issued without par value and are fully paid-up. All shares, whatever the Sub-fund and class into which they fall, will be issued in registered form in the name of the subscriber, evidenced by entry of the subscriber in the register of shareholders. The Board is entitled to decide on the issue of registered share certificates (or decide not to issue registered share certificates), in which case a registered share certificate may be provided at the express request of the shareholder. If a shareholder requires more than one registered certificate for his shares, the cost of additional certificates may be charged to him.

The register of shareholders shall be held by the Company or by one or several persons appointed to such effect by the Company. The entry in the register must indicate the name of each holder of registered shares, their elected place of residence, domicile or registered office, the number of registered shares which they hold, and the amount paid on each of the shares. Any transfer of registered shares, whether inter vivos or causa mortis, shall be entered in the register of shareholders, whereby such entry must be signed by one or several executives or authorized agents of the Company, or by one or several other persons appointed to such effect by the Board of Directors.

In the case that certificates have been issued, the transfer of registered shares shall be undertaken by submitting to the Company certificates representing such shares, together with all other transfer documents required by the Company or, if no certificate has been issued, by way of a written transfer declaration entered in the register of shareholders, dated and signed by the transferor and the transferee or by their agents providing evidence of the required powers.

In the case that the issue of registered share certificates has been decided by the Board, any shareholder wishing to obtain registered share certificates must provide to the Company an address to which all communications and information may be sent. Such address shall also be entered in the register of shareholders.

In the event that a registered shareholder does not provide any address to the Company, mention may be made to this effect in the register of shareholders, and the address of the shareholder shall be deemed to be at the registered office of the Company or any other address which shall be fixed by the Company until such time as another address shall be supplied by the shareholder. The shareholder may at any time cause the address to be entered in the register of shareholders to be changed by way of written declaration sent to the registered office of the Company, or to any other address which may be stipulated by the Company.

Shares shall only be issued upon acceptance of subscription and receipt of the price payable in accordance with Article 10 of the present Articles.

Shares may be issued in fractions of shares up to 5 decimals, as the Board of directors may decide.

Art. 10. Issue of Shares. Within each Sub-fund, the Board of Directors is authorized, at any time and without limitation, to issue additional shares, fully paid-up, without reserving to the former shareholders any preferential subscription right.

The Board of Directors may impose restrictions on the frequency at which shares shall be issued in any class (or Sub-Class) of shares in any Sub-fund; the Board of Directors may, in particular, decide that shares of any class (or Sub-Class) within any Sub-fund shall only be issued during one or more offering periods or at such other periodicity as provided for in the Issue Document.

Whenever the Company offers shares for subscription, the subscription price per share at which such shares are offered will be the Net Asset Value per share of the relevant class (or Sub-Class) within the relevant Sub-fund as determined in compliance with Article 13 hereof as of the relevant Valuation Day, as is determined in accordance with such policy as the Board of Directors may from time to time determine. Such subscription price may be increased by a percentage estimate of costs and expenses to be incurred by the Company (if any) when investing the proceeds of the issue and by applicable sales commissions, as approved from time to time by the Board of Directors. The subscription price as the case may be increased by the foregoing percentage shall be payable within a period as determined from time to time by the Board of Directors and disclosed for each Sub-fund in the Issue Document.

The Board of Directors may delegate to any director, manager, officer or other duly authorized agent the power to accept subscriptions and to receive payment of the subscription price of the new shares to be issued and to deliver them.

If subscribed shares are not paid for, the Company may redeem the shares issued whilst retaining the right to claim its issue fees, commissions and any other fees.

Subject to applicable law and to the preparation of an audited report drawn up by the Auditor of the Company, the Board of Directors may, at its discretion, agree to issue Shares as consideration for a contribution in kind of securities or other assets provided that such securities or assets comply with the investment objective and policy of the Sub-fund. The Board of Directors will only exercise its discretion if: (i) the relevant Shareholder consents thereto; and (ii) the transfer would not adversely affect the other Shareholders. Any costs incurred in connection with a contribution in kind of other securities or assets shall be borne by the relevant Shareholder.

Art. 11. Redemption of Shares. Except if prohibited by the Board of Directors for a Sub-fund or a class (or Sub-Class) of shares within a Sub-fund in the Issue Document, each shareholder shall be entitled, subject to any terms, conditions and restrictions imposed by the Board of Directors, to ask the Company to redeem all or part of the shares the shareholder holds; it being understood that the Board of Directors may impose restrictions as to the frequency at which shares may be redeemed in any Sub-fund.

Shares shall be redeemed compulsorily if the shareholder ceases to be or is found not to be an Eligible Investor.

Shares may also be redeemed in other circumstances, as provided for in the Issue Document.

The redemption price of a share will be equal to the Net Asset Value per share of the relevant class (or Sub-Class) of shares of the relevant Sub-fund, as determined in accordance with the provisions of Article 13 hereinafter, less any percentage estimate of costs and expenses to be incurred by the Company (if any) as disclosed for each Sub-fund, respectively class (or Sub-Class) of shares, in the Issue Document. The redemption price will be rounded up or down to the nearest unit of the relevant currency as the Board of Directors may determine.

In the event of significant redemption applications relating to one Sub-fund, the Company may, but has no obligation to, decide that part or all of such redemption request be deferred and process such redemption requests at a redemption price determined further to selling the necessary securities in the shortest time possible and once the Company is able to have disposal in respect of the proceeds of such sales. In order to ensure an equal treatment of investors, such a delay in the processing of the redemptions will apply to all investors requesting the redemption and will apply to the entirety of shares presented for redemption. A single redemption price shall be calculated for all redemption applications presented at the same time. On the next Valuation Day, these redemption requests will be treated in priority to later requests.

All redemption applications must be presented by the shareholder in writing to the registered office of the Company or to another legal entity authorised with regard to the redemption of shares. Applications must state the name of the shareholder, the Sub-fund, the class of shares, the number of shares or the amount to be redeemed, as well as the instructions for paying the redemption price.

The Board of Directors may delegate to any director or any executive or other authorised agent of the Company duly authorised to such effect the task of accepting redemptions and of paying or receiving payment of the redemption price of the shares to be redeemed.

The redemption price shall be payable within a period as determined from time to time by the Board of Directors and disclosed for each Sub-fund in the Issue Document.

Subject to applicable law and to the preparation of an audited report drawn up by the Auditor of the Company, the Board of Directors may, at its discretion, pay the redemption price to the relevant Shareholder by means of a contribution in kind of securities and other assets of the relevant Sub-fund up to the value of the redemption amount. The Board of

Directors will only exercise this discretion if: (i) the relevant Shareholder consents thereto; and (ii) the transfer would not adversely affect the remaining Shareholders. Any costs incurred in connection with a redemption in kind of securities or other assets shall be borne by the relevant Shareholder.

Neither the Board of Directors nor the custodian bank of the Company may be held liable for any failure to pay redemption proceeds resulting from the application of any exchange control or other circumstances that are outside their control, which would restrict transfer of the proceeds from the redemption of the shares or make it impossible.

Before the redemption price can be paid, redemption applications must be accompanied by the share certificate(s) (when issued) in the due and proper form and the documents required in order to effect their transfer.

Shares repurchased by the Company may be cancelled.

Art. 12. Conversion and Transfer of shares. Except if prohibited by the Board of Directors for a Sub-fund or a class (or sub-class) of shares in the Issue Document, each shareholder shall be entitled, subject to any terms, conditions and restrictions imposed by the Board of Directors, to move from one Sub-fund or one class of share into another Sub-fund or another class of share within the same Sub-fund and to request conversion of the shares which he holds in a given Sub-fund or class of share into shares within another Sub-fund or class of share within the same Sub-fund.

The Board of Directors may impose such restrictions as it shall deem necessary on the frequency of conversions and it may render conversions subject to payment of costs, the amount of which it shall determine on a reasonable basis.

Conversion will be computed on the basis of the relevant Net Asset Value per share of the classes (or sub-classes) of share of the Sub-funds in question, calculated as of the same Valuation Day, in accordance with the provisions of Article 13 of the present Articles and as further described in the Issue Document.

If, as a result of any request for conversion, the number or the aggregate Net Asset Value of the shares held by any shareholder in any Sub-fund and/or class of shares would fall below such number or such value as determined by the Board of Directors, then the Company may decide that such request be treated as a request for conversion for the full balance of such shareholder's holding of shares in such Sub-fund and/or class of shares.

All conversion applications must be presented by the shareholder in writing to the registered office of the Company or to another legal entity authorized with regard to the conversion of shares. The application must state the name of the investor, the Sub-fund and the class (or sub-class) of shares held, the number of shares or the amount to be converted, as well as the Sub-fund and the class (or sub-class) of shares to be obtained in exchange. It must be accompanied by any share certificates issued. The new share certificates (if any) shall not be prepared until the old certificates have been returned to the Company.

Fractions of shares resulting from the conversion will be allocated and no payment in cash corresponding to such fractions will be done.

The Board of Directors may delegate to any director or any executive or other authorised agent of the Company duly authorized to such effect the task of accepting conversions.

Shares, which have been converted into other shares, may be cancelled.

The Issue Document may provide for a Sub-fund or a class (or sub-class) of shares that shares may only be transferred, pledged or assigned to Eligible Investors with the written consent from the Board of Directors, which consent shall not be unreasonably withheld. Any transfer or assignment of shares is subject to the purchaser or assignee thereof fully and completely assuming in writing prior to the transfer or assignment, all outstanding obligation of the seller under the subscription agreement entered into the seller. The Company will not give effect to any transfer of shares to any investor which may not be considered as an Eligible Investor.

Art. 13. Net asset value. The net asset value (the "Net Asset Value") of a share, irrespective of the Sub-fund and class for which it is issued, shall be determined in the currency chosen by the Board of Directors, as disclosed in the Issue Document, by way of a figure obtained by dividing on the Valuation Day the net assets of the Sub-fund in question by the number of shares issued in such Sub-fund and such class of shares.

The Net Asset Value per share may be rounded up or down to the nearest unit of the relevant currency as the Board of Directors shall determine. If, since the time of determination of the Net Asset Value, there has been a material change in the quotations in the markets on which a substantial portion of the investments attributable to the relevant class of shares are dealt in or quoted, the Company may, in order to safeguard the interests of the shareholders and the Company, cancel the first valuation and carry out a second valuation, in which case all relevant subscription and redemption requests will be dealt with on the basis of that second valuation.

Valuation of the net assets of the various Sub-funds shall be performed as follows (In the case of issue of Shares pertaining to various Sub-Classes of Shares within a Sub-funds, the same principle shall apply to the calculation of the NAV of Shares within a Sub-fund):

The net assets of the Company shall be formed by the assets of the Company as defined below, less the liabilities of the Company as defined below, on the Valuation Day on which the Net Asset Value of the shares is determined.

(1) The assets of the Company comprise the following:

a) all cash in hand or held at banks, including interest accrued and not paid;

b) all bills and notes payable at sight and accounts receivable, including proceeds from the sale of securities, the price of which has not yet been collected;

c) all securities, units, shares, bonds, option or subscription rights, and other investments and transferable securities which are the property of the Company;

d) all dividends and distributions due to the Company in cash or securities insofar as the Company could reasonably have knowledge thereof (the Company may however make adjustments in view of fluctuations in the market value of transferable securities on the basis of operations such as ex dividend and ex rights trading);

e) all interest accrued and not paid produced by the securities which are the property of the Company, unless however such interest is included in the principal amount of such securities;

f) the costs of incorporation of the Company insofar as they have not been amortized;

g) all other assets, whatever the nature thereof, including prepaid expenses.

The valuation of assets of each compartment will be conducted as follows:

a) The values listed on a stock exchange or another regulated market are valued at the last known price unless that price is not representative.

b) securities not admitted to such stock exchange or on such a regulated market as well as securities that are so admitted but the final price of which is not representative, are valued based on the probable realization value estimated prudently and in good faith.

c) The value of the liquid asset, bills or notes payable on demand and accounts receivable, prepaid expenditures, dividends and interest announced or come to maturity not yet affected, will be constituted by the nominal value of these assets, except if it is unlikely that this value could be obtained. In the latter case, the value will be determined by subtracting a certain amount that the Board of Directors deems appropriate to reflect the real value of these assets.

d) money market instruments are valued at their nominal value plus any eventually accrued interest or according to the amortized cost method.

e) For each Sub-Fund, the values expressed in a currency different from the currency of that Sub-Fund will be converted into the Sub-Fund's reference currency at the applicable exchange rate.

f) The shares / units issued by open ended undertakings for collective investment will be valued based on:

- the last known net asset value issued by the central administration or on
- the basis of the estimated value that is closest to the Pricing Day.

g) The value of the companies that are not listed on a stock exchange or regulated market will be determined based on a valuation method proposed in good faith by the Board of Directors based on:

- the latest available audited annual accounts and/or on
- the basis of recent events that may have an impact on the value of such security and/or
- any other available assessment.

The choice of method and support for assessment will depend on the relevance of available data. The estimated value may be corrected by periodic unaudited accounts, if available. If the Board of Directors believes that the resulting price is not representative of the likely realizable value of such a security, the value shall be determined prudently and in good faith based on the probable sale price.

h) Futures (and forward contracts) and option contracts that are not traded on a regulated market or a stock exchange will be valued at their liquidation value determined in accordance with rules established in good faith by the Board Directors, according to uniform criteria for each type of contract.

The value of futures and option contracts traded on a regulated market or stock exchange will be based on the closing or settlement published by the regulated market or stock exchange which is normally the principal place of negotiation for such contracts. If a future or options contract could not be liquidated on the relevant Pricing Day, the criteria for determining the liquidation value of such futures contract or option contract be determined by the Board of Directors may deem fair and reasonable.

i) Future cash flows expected to be collected and paid by the Sub-Fund under swap contracts will be valued at present value.

j) Where the Board considers it necessary, it may seek the assistance of an evaluation committee whose task will be the prudent estimation of certain assets' values in good faith.

The Board of Directors is authorized to adopt other appropriate valuation principles for the SIF's assets where the determination of values according to the criteria specified above is not possible or appropriate.

The Board of Directors is authorised to adopt any other appropriate principles for valuing the Sub-fund's assets if extraordinary circumstances make it impossible or inappropriate to calculate the values based on the aforementioned criteria.

For some Sub-funds, in the interests of Shareholders and to the extent deemed appropriate by the Board of Directors, taking into account market conditions and / or the level of subscriptions and redemptions in a given Sub-fund in relation to the size of that Sub-fund, the net asset value of the Sub-fund may be (i) calculated on the basis of the offer or redemption

prices of shares in its portfolio and / or adjusted for appropriate sales commission and dealing costs or (ii) adjusted to take into account the impact resulting from the difference between the dealing price and the valuation of the investments or disinvestments, and / or sales commissions and / or dealing fees incurred.

(2) The liabilities of the Company comprise the following:

- a) all loans, bills outstanding and accounts payable;
- b) all administration costs outstanding or due, including remuneration to investment advisors, managers, the custodian bank, representatives and agents of the Company;

For the valuation of the amount of these liabilities, the Company shall take into account prorata temporis the expenses, administrative and other, that occur regularly or periodically;

c) the Company constitutes one single legal entity. With regard to third parties, in particular towards the Company's creditors, each Sub-fund shall be exclusively responsible for all liabilities attributable to it. The assets, liabilities, expenses and costs that cannot be allotted to one Sub-fund will be charged to the different Sub-funds in equal parts or, as far as it is justified by the amounts concerned, proportionally to their respective net assets;

Adequate provisions will be made, Sub-fund by Sub-fund, for expenses to be borne by each of the Company's Sub-fund and off-balance-sheet commitments may possibly be taken into account on the basis of fair and prudent criteria;

d) all known obligations, whether outstanding or not yet payable, including all contractual obligations due which relate to payments either in cash or in kind, including the amount of the dividends announced by the Company but not yet paid, when the Valuation Day coincides with the date on which determination of the person entitled thereto is undertaken;

e) an appropriate provision for tax on share capital and income, accrued to the Valuation Day and fixed by the Board of Directors, and other provisions authorized or approved by the Board of Directors;

f) all other obligations of the Company, whatever the nature thereof, with the exception of the liabilities represented by the Company's own funds. With regard to valuation of the amount of such liabilities, the Company may take account of administrative and other expenses which are regular or periodic in nature by way of an estimate for the year or any other period, allocating the amount pro rata over the fractions of such period.

(3) The net assets attributable to all the shares in a Sub-fund shall be formed by the assets of the Sub-fund less the liabilities of the Sub-fund.

If, within a given Sub-fund, subscriptions or share redemptions take place in respect of shares of a specific class, the net assets of the Sub-fund attributable to all the shares of such class shall be increased or reduced by the net amounts received or paid by the Company on the basis of such share subscriptions or redemptions.

(4) The Board of Directors shall establish for each Sub-fund a portfolio of assets which shall be allocated in the manner stipulated below to the shares issued in respect of the Sub-fund and the class in question in accordance with the provisions of the present Article. For this purpose:

a) the proceeds resulting from the issue of shares pertaining to a given Sub-fund shall be allocated in the books of the Company to such Sub-fund, and the assets, liabilities, income and expenses relating to such Sub-fund shall be attributed to such Sub-fund;

b) when an asset is derived from another asset, such latter asset shall be attributed, in the books of the Company, to the same Sub-fund as that to which the asset belongs from which it was derived, and upon each revaluation of an asset, the increase or reduction in value shall be attributed to the Sub-fund to which such asset belongs;

c) when the Company bears a liability which relates to an asset of a specific Sub-fund or to an operation effected in connection with an asset of a specific Sub-fund, such liability shall be attributed to the same Sub-fund;

d) The assets, liabilities, expenses and costs that cannot be allotted to one Sub-fund will be charged to the different Sub-funds in equal parts or, as far as it is justified by the amounts concerned, proportionally to their respective net assets. The Company constitutes a single legal entity;

e) following payment of dividends on dividend shares relating to a given Sub-fund, the value of the net assets of such Sub-fund attributable to such dividend shares shall be reduced by the amount of such dividends in accordance with the provisions contained at (6) below.

(5) For the requirements of this Article:

a) each share of the Company which is in the process of being redeemed pursuant to Article 11 of the present Articles shall be considered as a share which is issued and existing until the time of close of business on the Valuation Day applying to redemption of such share and the price thereof shall, with effect from and until such time as the price thereof is paid, be considered as a liability of the Company;

b) each share to be issued by the Company in accordance with subscription applications received shall be treated as being issued with effect from close of business on the Valuation Day during which its issue price has been determined, and the price thereof shall be treated as an amount due to the Company until the Company has received the same;

c) all investments, cash balances and other assets of the Company expressed in currencies other than in the respective currency of each Sub-fund or class, as the case may be, shall be valued taking account of the exchange rates in force on the date and at the time of determination of the Net Asset Value of the shares; and

d) on the Valuation Day, effect shall be given insofar as possible to any purchase or sale of securities contracted by the Company.

(6) Insofar as, and during any time when, among the shares corresponding to a specific Sub-fund, shares of different Sub-Classes shall have been issued and shall be in circulation, the value of the net assets of such Sub-fund, established pursuant to the provisions at (1) to (5) of the present Article, shall be apportioned over the whole of the shares of each Sub-Class.

The percentage of the total net asset value of the relevant compartment that can be attributed to each sub-class of shares, which was initially identical to the percentage of the number of shares represented by the sub-class of shares in question, varies according to the level of distribution shares, as follows:

a) if a dividend or any other distribution is paid out for distribution shares, the total net assets attributable to the sub-class of shares will be reduced by the amount of this distribution (thereby reducing the percentage of the total net assets of the compartment in question, attributable to the distribution shares) and the total net assets attributable to capitalisation shares will remain identical (thereby increasing the percentage of the compartment's total net assets attributable to the capitalisation shares);

b) if the capital of the compartment in question is increased through the issue of new shares in one of the sub-classes, the total net assets attributable to the sub-class of shares concerned will be increased by the amount received for this issue;

c) if the shares of a sub-class are redeemed by a given compartment, the total net assets attributable to the corresponding sub-class of shares will be reduced by the price paid for the redemption of these shares;

d) if the shares of a sub-class are converted into shares of another sub-class, the total net assets attributable to this sub-class will be reduced by the net asset value of the shares converted while the total net assets attributable to the sub-class in question will be increased by the same amount.

(7) In the absence of significant error as defined by Luxembourg regulation, every decision in calculating the Net Asset Value taken by the Board of Directors or by any bank, company or other organization which the Board of Directors has appointed for the purpose of calculating the Net Asset Value, shall be final and binding on the Company and present, past or future shareholders.

If, within a given Sub-fund, share subscriptions or redemptions shall take place in respect of a class of share, the net assets of the Sub-fund attributable to all shares of such class shall be increased or reduced by the net amounts received or paid by the Company on the basis of such share subscriptions or redemptions. At any given moment, the Net Asset Value of a share in a specific Sub-fund or class shall be equal to the amount obtained by dividing the net assets of such Sub-fund attributable to all shares of such class by the total number of shares of such class issued and in circulation at the time.

Art. 14. Frequency and Temporary suspension of calculation of the net asset value of Shares, Issues, Redemption and Conversions of shares.

(1) Frequency of calculation of Net Asset Value

In each Sub-fund, the Net Asset Value of shares, including the relevant issue price and redemption price, shall be determined periodically by the Company or by a third party appointed by the Company, in accordance with applicable laws and regulations at a frequency as the Board of Directors shall decide (whereby each such day of calculation of the Net Asset Value of the assets shall be referred to in the present Articles as a "Valuation Day").

If a Valuation Day falls on a statutory public or bank holiday in Luxembourg, the Net Asset Value of the shares shall be determined on the date as specified in the Issue Document.

(2) Temporary suspension of calculation of Net Asset Value

The calculation of the net asset value per share, as well as the issue, redemption and conversion of the shares of one or more Sub-funds may be suspended by the Board of Directors in the following instances:

(i) When one or more stock exchanges or markets on which a significant percentage of the Sub-fund's assets are valued or one or more foreign exchange markets, in the currencies in which the net asset value of shares is expressed or in which a substantial portion of the Sub-fund's assets is held, are closed, for a reason other than for normal holidays or if dealings on them are suspended, restricted or subject to major fluctuations in the short term;

(ii) When, as a result of political, economic, military, monetary or social events, strikes or any other cases of force majeure outside the responsibility and control of the Company, the disposal of the Sub-fund's assets is not reasonably or normally practicable without being seriously detrimental to Shareholders' interests;

(iii) When there is a breakdown in the normal means of communication used to calculate the value of an asset in the Sub-fund or if, for whatever reason, the value of an asset in the Sub-fund cannot be calculated as promptly or as accurately as required;

(iv) When, as a result of currency restrictions or restrictions on movement of capital, transactions for the Sub-fund are rendered impracticable, or purchases or sales of the Sub-fund's assets cannot be carried out at normal rates of exchange;

(v) following the occurrence of an event entailing the liquidation of the Company or one of its Sub-funds.

In case of suspension of the calculation of the Net Asset Value of shares and the issue, redemption and conversion of the shares for a Sub-fund, the Company shall give notification of such suspension to the shareholders seeking subscription, redemption or conversion of shares, whereby shareholders may cancel their instructions.

The suspension of the calculation of the Net Asset Value, of the issue, redemption or conversion of shares will be notified to the other shareholders through any appropriate means.

A suspension concerning one Sub-fund shall not have any effect on calculation either of Net Asset Value or on the issue, redemption or conversion of shares in the Sub-funds not affected.

The Company may, at any time and at its discretion, temporarily discontinue, permanently cease or limit the issue of shares in one or more Sub-funds to natural or legal entities resident or domiciled in certain countries or territories. It may also prohibit them from acquiring Shares if such a measure is deemed necessary to protect all Shareholders and the Company.

Moreover, the Company has the right to:

- (i) reject any application to subscribe for Shares at its discretion;
- (ii) redeem Shares acquired in breach of an exclusion measure at any time.

Art. 15. Board of directors. The Company is managed by a Board of Directors consisting of a minimum of three (3) directors, who need not to be shareholders of the Company.

Directors are elected for a renewable term of a maximum of six years by the general meeting of shareholders, which shall further determine the number of directors, their remuneration and the term of their office. The directors may be removed ad nutum by a resolution of a general meeting of shareholders.

In the event that a director is a legal entity, a permanent individual representative thereof should be designated to perform this role in the name and on behalf of the legal entity. Such individual is submitted to the same obligations than the others directors. Such individual may only be revoked upon appointment of a replacement individual representative.

In the event of a vacancy in the office of director, the remaining directors may temporarily fill such vacancy; the shareholders shall take a final decision regarding such nomination at their next general meeting.

Art. 16. Board meetings. The Board of Directors shall choose from among its members a chairman. It may choose a secretary, who need not be a director, who shall write and keep the minutes of the meetings of the Board of Directors and of the shareholders.

The Board of Directors shall meet upon call by the chairman or any two directors, at the place indicated in the notice of meeting, and, in principle, once a year, depending upon business needs.

The chairman shall preside at the meetings of the directors and of the shareholders. In his absence, the shareholders or the Board of Directors members shall decide by a majority vote that another director, or in case of a general meeting of shareholders, that any other person, shall be in chair for such meetings.

Written notice of any meeting of the Board of Directors shall be given to all directors at least twenty-four hours prior to the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by consent in writing, by telegram, telefax or any other similar means of communication. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places fixed in a resolution adopted by the Board of Directors.

Any director may act at any meeting by appointing in writing, by telegram, telefax or any other similar means of communication another director as his proxy. A director may represent several of his colleagues.

Any director may participate in a meeting of the Board of Directors by conference call or similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear each other, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

The directors may only act at duly convened meetings of the Board of Directors. The directors may not bind the Company by their individual signatures, except if specifically authorized thereto by resolution of the Board of Directors.

The Board of Directors can deliberate or act validly only if at least half of the directors is present or represented.

Resolutions of the Board of Directors are taken upon the affirmative vote of the majority of its members. In the event that at any meeting the number of votes for or against a resolution is equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

A director shall be prohibited from voting on any issue in which it has a conflict of interest with the Company, as further described under Article 21 of the present Articles. In that case, the majority of votes will be determined not counting the director concerned.

Resolutions of the Board of Directors will be recorded in minutes signed by the chairman of the meeting or by any two directors. Copies of extracts of such minutes to be produced in judicial proceedings or elsewhere will be validly signed by the chairman of the meeting or any two directors.

Resolutions in writing approved and signed by all directors shall have the same effect as resolutions voted at the directors' meetings. Each director shall approve such resolution in writing, by telegram, telefax or any other similar means

of communication. Such approval shall be confirmed in writing and all documents shall form the record that proves that such decision has been taken.

Art. 17. Powers of the board of directors. The Board of Directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition within the purpose of the Company. In particular, the Board of Directors shall determine the investment objectives and policies of the Company as well as the course of conduct of the management and the business affairs of the Company in relation thereto, as set forth in the Issue Document, in compliance with applicable laws and regulations.

All powers not expressly reserved by law or by the present Articles to the general meeting of shareholders are in the competence of the Board of Directors.

The Board of Directors may, under its responsibility, appoint special committees in order to conduct certain tasks and functions expressly delegated to such committee or grant special powers by notarized proxy or private instrument.

Art. 18. Indemnification of directors. The Company will indemnify, to the maximum extent permitted by applicable laws and regulations, the directors, and their respective directors, officers, partners, employees, affiliates and assigns, against any liabilities, claims and related expenses including attorneys' fees, incurred by reason of his being a director of the Company or having any action performed or omitted any action in connection with the activities of the Company or in dealing with third parties on behalf of the Company, provided such action or decision not to act was taken in good faith, and does not constitute gross negligence, intentional misconduct, knowing violation of applicable laws/or regulations or an intentional or material breach of these Articles.

Art. 19. Corporate signature. The Company will be bound towards third parties by the joint signatures of any two directors or the single signature of any other person to whom such power has been delegated by the Board of Directors.

Art. 20. Delegation of powers. The Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose to one or several physical persons or corporate entities, which need not be members of the Board of Directors, and who shall have the powers determined by the Board of Directors and who may, if the Board of Directors so authorizes, sub-delegate their powers.

The Board of Directors may also confer special powers of attorney by notarial or private proxy.

The Board of Directors will determine any such officers or agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency. The Board of Directors may in particular appoint, under its responsibility investment advisors and managers, as well as administrative agents. The Board of Directors may enter into agreements with such persons or companies for the provision of their services, the delegation of powers to them and the determination of their remuneration to be borne by the Company.

Art. 21. Conflicts of interests. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of, such other company or firm. Any director or officer of the Company who serves as a director, associate, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director or officer of the Company may have in any transaction of the Company an interest opposite to the interests of the Company, such director or officer shall make known to the Board of Directors such opposite interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such director's or officer's interest therein shall be reported to the next succeeding general meeting of shareholders.

The term "opposite interest", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or without interest in any matter, position or transaction involving Pictet & Cie (Europe) S.A., its subsidiaries, branches or affiliate companies any person, company or entity as may from time to time be determined by the Board of Directors in its discretion.

Art. 22. Custodian bank. To the extent required by the Law of 2007, the Company shall enter into a custody agreement with a banking or saving institution as defined by the Luxembourg law of 5 April 1993 on the financial sector, as amended.

The custodian bank shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the Law of 2007.

If the custodian bank desires to retire, the Board of Directors shall use its best endeavours to find a successor custodian and will appoint it in replacement of the retiring custodian bank. The Board of Directors may terminate the appointment of the custodian bank but shall not remove the custodian bank unless and until a successor custodian shall have been appointed to act in the place thereof. The functions and responsibilities of the custodian bank in accordance with the Law of 2007 shall be transferred to the successor custodian within 2 months time.

Art. 23. Independant Auditor. The Company shall appoint an independent and external auditor ("réviseur d'entreprises agréé") who shall carry out the duties prescribed by the Law of 2007. The independent auditor shall be elected by the general meeting of shareholders and shall hold office until his or her successor is elected.

Art. 24. Representation of the general meeting of Shareholders. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company.

Art. 25. Date of the annual general meeting. The annual general meeting of Shareholders will be held at 14:00 (Luxembourg time) in Luxembourg on the third Wednesday of the month of April of each year. Should this not be a bank business day in Luxembourg, the Meeting shall take place on the following business day.

Art. 26. Other General meetings. The Board of Directors may convene other general meetings of the shareholders. Such meetings must be convened if shareholders representing one tenth of the Company's share capital so require.

Such other general meetings will be held at such places and times as may be specified in the respective notices convening the meeting.

The shareholders of the class or classes issued in respect of any Sub-fund may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such Sub-fund. In addition, the shareholders of any class of shares may hold, at any time, general meetings for any matters which are specific to such class of shares. The provisions as to general meetings of shareholders of the Company provided herein shall apply mutatis mutandis to such general meetings of shareholders of the class or classes issued in respect of any Sub-fund.

Each share is entitled to one vote in compliance with Luxembourg law and these Articles.

Shareholders may act either in person or by giving a written proxy to another person who needs not be a shareholder and may be a director of the Company.

Art. 27. Convening notice. The general meeting of shareholders is convened by the Board of Directors in compliance with applicable law.

Notices to shareholders shall set out the agenda of the meeting, the conditions for admission and the quorums and majorities required, in accordance with the provisions of the Law of 1915, and indicate the time and place of such meeting.

If all the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting priorly, they may unanimously waive all convening requirements and formalities.

Art. 28. Presence, Representation. All shareholders are entitled to attend and speak at all general meetings of the shareholders.

A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing, in writing or by telefax, as his proxy, another person who need not be a shareholder himself.

Art. 29. Votes. Each share entitles the holder thereof to one vote. With regards to fractions of shares, voting rights can only be exercised for whole shares.

Unless otherwise provided by applicable law or by these Articles, all resolutions of the annual or ordinary general meeting of shareholders shall be taken by simple majority votes of validly cast votes, regardless of the proportion of the capital present and represented.

Art. 30. Proceedings. The general meeting of shareholders shall be chaired by a person designated by the general meeting of shareholders.

The chairman of the general meeting of shareholders shall appoint a secretary.

The general meeting of shareholders shall elect one scrutineer to be chosen from the shareholders present or represented.

They together form the office of the general meeting of shareholders.

Art. 31. Minutes. The minutes of the general meeting of shareholders shall be signed by the chairman of the meeting, the secretary and the scrutineer.

Art. 32. Financial year. The Company's financial year closes on the last day of December and starts on the first day of the following year.

Art. 33. Distributions. Within the conditions and limits laid down by applicable law and herein, the general meeting of shareholders shall, upon proposal of the Board of Directors, determine how the profits of the Company shall be treated and may declare distributions and/or dividends.

In addition to the aforementioned distributions, the Board of Directors may decide to pay interim dividend with regard to each Sub-fund within the conditions and limits laid down by the Law of 2007.

In any cases the above distributions and payments will be made after payment of or making appropriate provision (if any) for any Company's expenses and fees due, inter alia, to the other service providers.

Any distribution that has not been claimed within five years of its declaration shall be forfeited and revert to the relevant class or classes of shares issued in respect of the relevant Sub-fund.

No interest shall be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

All distributions will be made net of any income, withholding and similar taxes payable by the Company, including, for example, any withholding taxes on interest or dividends received by the Company and capital gains taxes, withholding taxes on the Company's investments.

Art. 34. Costs to be borne by the company/ A sub-fund. The Company shall bear all of its formation and operating costs, and expenses as further described herein and in the Issue Document.

The Company constitutes a single legal entity. The assets of a particular Sub-fund shall only be liable for the debts, liabilities and obligations relating to such Sub-fund. Costs which are not directly attributable to a Sub-fund will be charged to the different Sub-funds in equal parts or, as far as it is justified by the amounts concerned, proportionally to their respective net assets.

Art. 35. Liquidation of the company. The Company may at any time be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements referred to in Article 37 hereof.

Whenever the share capital falls below two thirds of the minimum share capital indicated herein, the question of the dissolution of the Company shall be referred to the general meeting by the Board of Directors. The general meeting, for which no quorum shall be required, shall decide by simply majority of the validly cast votes at the meeting.

The question of the dissolution of the Company shall further be referred to the general meeting whenever the share capital falls below one fourth of the minimum share capital set herein; in such an event, the general meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by shareholders holding one fourth of the validly cast votes at the meeting.

The meeting must be convened so that it is held within a period of forty days from ascertainment that the share capital of the Company has fallen below two thirds or one fourth of the legal minimum, as the case may be.

Shareholders will receive from the custodian bank of the Company their pro rata portion of the net assets of the Company in accordance with the provisions of the Law of 1915 and these Articles.

Liquidation shall be carried out by one or several liquidators, who may be physical persons or legal entities, appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their powers and their compensation.

Assets which could not be distributed to the relevant shareholders upon the close of the liquidation of a Sub-Fund or Class will be deposited with the Caisse de Consignation to be held for the benefit of the relevant shareholders. Amounts not claimed will be forfeited in accordance with Luxembourg law.

Art. 36. Liquidation and Merger of sub-funds or Classes. In the event that for any reason the value of the net assets in any Sub-fund, or the value of the net assets of any class of shares within a Sub-fund, has decreased to, or has not reached, an amount determined by the Board of Directors to be the minimum level for such Sub-fund, or such class of shares, to be operated in an economically efficient manner or in case of a substantial modification in the political, economic or monetary situation or as a matter of economic rationalization, which, in the opinion of the Board of Directors renders this decision necessary, or whenever the interest of the shareholders of the same Sub-fund or class of shares demands so, the Board of Directors may decide to close one or several Sub-fund(s) or class(es) of shares in the best interests of the shareholders and to redeem all the shares of the relevant class or classes at the Net Asset Value per share (taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) calculated on the Valuation Day at which such decision shall take effect. The Company shall serve a notice to the holders of the relevant class or classes of shares prior to the effective date for the compulsory redemption, which will indicate the reasons and the procedure for the redemption operations: registered holders shall be notified in writing. Unless it is otherwise decided in the interests of, or to keep equal treatment between the shareholders, the shareholders of the Sub-fund or of the class of shares concerned may continue to request redemption of their shares free of charge (but taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) prior to the date effective for the compulsory redemption.

Notwithstanding the powers conferred to the Board of Directors by the preceding paragraph, the general meeting of shareholders of any Sub-fund will, in any other circumstances, have the power, upon proposal from the Board of Directors, to redeem all the shares of the relevant Sub-fund and refund to the shareholders the Net Asset Value of their shares (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) calculated on the Valuation Day, at which such decision will take effect. There will be no quorum requirements for such general meeting of shareholders, which will decide by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such meeting.

The Company shall base the redemptions on the Net Asset Value determined to take the liquidation expenses into account, but without deduction of any redemption fee or any other fee.

Assets which may not be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the redemption will be deposited with the custodian bank of the Company for a period of six months thereafter; after such period, the assets will be deposited with the Caisse de Consignation on behalf of the persons entitled thereto.

All redeemed shares may be cancelled.

Under the same circumstances as provided by the first paragraph of this Article, the Board of Directors may decide to terminate one or several Sub-fund(s) by contribution to one or several existing Sub-fund(s) within the Company or to another undertaking for collective investment ("UCI") organized under the provisions of the Law of 2007 or to one or several Sub-funds of such other UCI (the "new Fund") and to redesignate the shares of the class or classes concerned

as shares of another class (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to shareholders). Such decision will be published in the same manner as described in the first paragraph of this Article one month before its effectiveness (and, in addition, the publication will contain information in relation to the new Fund), in order to enable shareholders to request redemption of their shares, free of charge, during such period.

At the expiry of this period, the decision related to the contribution binds all the shareholders who have not exercised such right, provided that when the UCI benefiting from such contribution is a mutual fund (fonds commun de placement), the decision only binds the shareholders who agreed to the contribution.

Notwithstanding the powers conferred to the Board of Directors by the preceding paragraph, a contribution of the assets and of the liabilities attributable to any Sub-fund to another UCI referred to hereabove or to another Sub-fund within such other UCI will require a resolution of the shareholders of the Sub-fund concerned taken with 50% quorum requirement of the shares in issue and adopted at a 2/3 majority of the shares present or represented and voting, except when such an amalgamation is to be implemented with a Luxembourg UCI of the contractual type (fonds commun de placement), in which case resolutions will be binding only on such shareholders who have voted in favour of such amalgamation.

A Sub-fund may exclusively be contributed to a foreign UCI upon unanimous approval of the shareholders of the relevant classes of shares issued in the Sub-fund concerned or under the condition that only the assets of the consenting shareholders be contributed to the foreign UCI.

All the shareholders concerned will be informed in the same manner as described in the first paragraph of this Article. Nonetheless, the shareholders of the absorbed Sub-fund(s) shall be offered the opportunity to redeem their shares free of charge during a month period starting as from the date on which they will have been informed of the decision of merger, it being understood that, at the expiration of the same period, the decision to merge will bind all the shareholders who have not exercised this prerogative.

Art. 37. Amendments of these articles. These Articles may be amended by a general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements provided by the Law of 1915.

Art. 38. Applicable law. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the Law of 1915 and the Law of 2007, as may be amended from time to time."

Third resolution

The general meeting decides to confirm the appointment of Mr Marc Wenda, Mr Pascal Chauvaux and Mr Gilles Paupe, as directors of the Fund, until the next Annual General Meeting which will be held on 2014.

The general meeting decides to appoint Deloitte Audit S.à r.l., 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg as independent and external auditor ("réviseur d'entreprises agréé"), until the next Annual General Meeting which will be held on 2014.

There being no further item on the agenda, the extraordinary meeting was thereupon closed.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of the document.

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the persons appearing the present deed is worded only in the English language.

The document having been read to the persons appearing, the members of the bureau of the Extraordinary Meeting signed together with the notary the present deed.

Signé: H. DE MONTHEBERT, S. WOLTER, G. FOUREZ et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 11 septembre 2013. Relation: LAC/2013/41422. Reçu soixante-quinze euros (75.-EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - Délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 19 septembre 2013.

Référence de publication: 2013132825/787.

(130161654) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 septembre 2013.

CACEIS Bank Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 91.985.

In the year two thousand thirteen, the nineteenth day of September, before Maître Blanche MOUTRIER, notary residing at Esch-sur-Alzette, Grand-Duchy of Luxembourg, acting in replacement of Maître Francis KESSELER, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand-Duchy of Luxembourg, to whom remains the present deed,

was held an extraordinary general meeting (the Meeting) of the shareholders of CACEIS Bank Luxembourg S.A., a public limited liability company (société anonyme) organized under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with its

registered office at 5, Allée Scheffer, L-2520, Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 91.985, incorporated pursuant to a deed of demerger drawn up by the undersigned notary on 28th February 2003, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C - number 340 dated 28th March 2003 (the Surviving Company).

The Meeting was opened at 3.30 pm and chaired by Mrs. Sofia Afonso-Da Chao Conde, private employee, residing professionally at 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette (the "Chairman"). The Chairman appointed Mrs. Brigitte Martin, private employee, residing professionally at 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette, as secretary of the Meeting and the Meeting called Mrs. Claudia Rouckert, private employee, residing professionally at 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette to act as scrutineer.

The Chairman exposed that:

(A) according to the attendance list, all of the 18,000 (eighteen thousand) shares, without designation of nominal value and representing the entirety of the share capital of the Surviving Company of EUR 515,000,000 (five hundred fifteen million Euro) are duly represented at the Meeting, which is consequently regularly constituted and may validly deliberate upon all the items of the agenda, here below reproduced; said attendance list, after having been initialled *ne varietur* by the proxyholder representing the shareholders of the Surviving Company (the Shareholders) and by the undersigned notary, shall remain appended to the present deed to be submitted with it to the registration authorities;

(B) the Surviving Company is the sole shareholder of CACEIS Netherlands N.V., a limited liability company, with corporate seat in Amsterdam, the Netherlands, and address: 1013 AA Amsterdam, the Netherlands, De Ruyterkade 6 - i, registered with the Dutch Trade Register under number: 33193354 (the Disappearing Company, and together with the Surviving Company, the Merging Companies);

(C) the Merging Companies have the intention to pursue a cross-border merger pursuant to articles 261 et seq. of the amended Luxembourg law of August 10, 1915 on commercial companies (the "Companies Act"), Chapter 3A "Specific Provisions for cross-border mergers" of Book 2 of the Dutch Civil Code in conjunction with the Directive 2005/56/EC of the European Parliament and the Council of October 26, 2005 on cross-border mergers of limited liability companies, in such a way that the Surviving Company will acquire all the assets and liabilities of the above mentioned Disappearing Company by universal succession of title and by which the Disappearing Company shall cease to exist further its dissolution without liquidation (the "Merger").

(D) the Disappearing Company is fully-owned by the Surviving Company, which owns all the 1,158 shares of the Disappearing Company, representing one hundred per cent (100%) of the share capital of the Disappearing Company. Considering that the Surviving Company holds one hundred percent (100%) of the share capital of the Disappearing Company, the Merging Companies have decided to perform the Merger pursuant to the simplified merger procedure set forth by articles 278 and 279 of the Companies Act.

(E) the board of directors of the Surviving Company and the sole managing director of the Disappearing Company approved a merger plan dated 26th July 2013 (the Merger Plan) and drafted in accordance with article 261 of the Companies Act and to Part 7, Book 2 of the Dutch Civil Code;

(F) the Merger Plan was published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations - number 1931, 1932 and 1933 of 9th August 2013 and in the Official Gazette in the Netherlands on 9th August 2013, in accordance with article 262 of the Companies Act;

(G) the board of directors of the Surviving Company and the sole managing director of the Disappearing Company approved a merger report dated 26th July 2013 (the Merger Report) prepared in accordance with article 265 of the Companies Act and to Part 7, Book 2 of the Dutch Civil Code;

(H) no report from an independent auditor, as prescribed by article 266 of the Companies Act, shall be prepared in connection with this Merger, as per article 278 of the Companies Act;

(I) in accordance with article 267 of the Companies Act, (i) the Merger Plan, (ii) the annual accounts, including the annual reports and the notes to the accounts, of the Disappearing Company and of the Surviving Company for the financial years ended on 31 December 2010, 31 December 2011 and 31 December 2012, (iii) the interim financial statements of the Disappearing Company as of 30 June 2013, (iv) the interim financial statements of the Surviving Company as of 30 June 2013 and (v) the Merger Report have been made available for inspection by the shareholders of the Surviving Company (and with the possibility to receive a copy free of charge) at the registered office of each of the Merging Companies at least one (1) month before the approval of the Merger by the general meeting of the Surviving Company;

(J) on 19 September 2013, Cornelis Johannes Groffen, Dutch notary (civil law notary) practising in Amsterdam, The Netherlands, issued a pre-merging certificate pursuant to Section 2:333i subsection 3 of the Dutch Civil Code and article 271 (2) of the Companies Act, attesting (i) that pursuant to a statement of the managing boards of the Merging Companies no request for indemnification has been received nor payment of such indemnification has been made as referred to in section 2:333h of the Dutch Civil Code since the Surviving Company is the sole shareholder of the Disappearing Company and (ii) that all formalities as required by parts 2, 3 and 3a of title 2.7 of the Dutch Civil Code and the articles of association of the Disappearing Company for the participation of the Disappearing Company in the aforementioned merger have been complied with (the Pre-Merger Certificate); and

(K) the agenda of the Meeting is the following:

- (1) Waiving of convening right;
- (2) Approval of the Merger Plan and acknowledgment that all the formalities prescribed under article 267 of the Companies Act have been accomplished;
- (3) Approval of the Merger Report;
- (4) Acknowledgement of the statement from the managing boards of the Merging Companies according to which no significant change or movement has occurred regarding the accounting and financial situation of the Merging Companies since the date of the Merger Plan;
- (5) Approval of the transfer of all assets and liabilities by universal succession of title from CACEIS Netherlands NV to CACEIS Bank Luxembourg S.A.;
- (6) Acknowledgment of the dissolution of CACEIS Netherlands NV;
- (7) Ratification of any and all actions performed by the directors of the Surviving Company in relation to the above-mentioned transfer of all assets and liabilities by universal succession of title;
- (8) Power granted to any director of the Surviving Company and/or Maître Francis Kessler and/or Maître François Brouxel and/or Maître Estelle Nzoungou, both lawyers at Wildgen - Partners in law, to undertake any action necessary or contingent to the implementation of the resolutions to be taken on the basis of this agenda; and
- (9) Miscellaneous.

The Shareholders hereby unanimously took the following resolutions:

First resolution

The entirety of the share capital of the Surviving Company being represented at the Meeting, each of the Shareholders waived its right to the prior convening notice, considering itself as duly convened and declaring having perfect knowledge of the agenda which has been communicated to it in advance.

Second resolution

Having carefully reviewed and examined the Merger Plan, the Shareholders unanimously resolved to approve the Merger and the Merger Plan. The Shareholders acknowledged that, in accordance with the Merger Plan and article 273ter of the Companies Act, the Merger shall be effective on the date on which the minutes recording this Meeting are published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations. The Shareholders ascertain that the Merger Plan has been prepared and established in accordance with article 261 of the Companies Act and has been duly filed with the Luxembourg trade and companies register and then published with the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 9th August 2013, i.e. more than one month prior to the Meeting. The Shareholders further acknowledged that all the formalities prescribed by article 267 of the Companies Act have been accomplished.

Third resolution

Having carefully reviewed and examined the Merger Report, the Shareholders unanimously resolved to approve the Merger Report prepared by the managing board of the Merging Companies in accordance with article 265 of the Companies Law.

Fourth resolution

The Shareholders acknowledge the statement from the managing board of the Merging Companies according to which no significant nor material changes or movement has occurred regarding the accounting and financial situation of the Merging Companies since the date of the Merger Plan.

Fifth resolution

The Shareholders acknowledged that, in accordance with the Merger Plan, the Merger will have the following ipso iure and simultaneous consequences: (i) the Disappearing Company will cease to exist and (ii) the assets and liabilities of the Disappearing Company will be acquired by the Surviving Company under universal title of succession.

Sixth resolution

The Shareholders acknowledged the dissolution of the Disappearing Company.

Seventh resolution

The Shareholders unanimously resolved to ratify any and all actions performed by the directors of the Surviving Company in relation to the above-mentioned transfer of all assets and liabilities by universal succession of title.

Eighth resolution

The Shareholders unanimously resolved to grant power to any director of the Surviving Company and/or Maître Francis Kessler and/or Maître François Brouxel and/or Maître Estelle Nzoungou, both lawyers at Wildgen - Partners in law, to undertake any action necessary or contingent to the implementation of the above resolutions.

Statement

In accordance with Article 271 (2) of the Companies Act, the undersigned notary (i) declares having verified and certifies the existence and validity, under Luxembourg law, of the legal acts and formalities imposed on the Surviving Company in order to render the Merger effective and (ii) declares having received a copy of the Pre-Merger Certificate.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the proxyholder of the Shareholders, the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the proxyholder of the Shareholders, in case of discrepancies between the English and French text, the English version shall prevail.

Whereof the present notarial deed is drawn in Esch-sur-Alzette, on the year and day first above written.

The document having been read to the proxyholder of the Shareholders, the proxyholder of the Shareholders signed together with us, the notary the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le dix-neuvième jour du mois de septembre, par-devant Maître Blanche MOUTRIER, notaire résidant à Esch-sur-Alzette, Grand Duché de Luxembourg, en remplacement de son collègue Maître Francis KESSELER, notaire résidant à Esch-sur-Alzette, Grand Duché de Luxembourg, lequel restera dépositaire de la présente minute,

s'est tenue l'assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) des actionnaires de CACEIS Bank Luxembourg S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, avec siège social au 5, Allée Scheffer, L-2520, Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 91.985, constituée aux termes d'un acte de scission reçu par le notaire instrumentant en date du 28 février 2003, publié au Mémorial C numéro 340 du 28 mars 2003 (la Société Absorbante).

L'Assemblée a été ouverte à 15 heures 30 sous la présidence de Mme Sofia Afonso-Da Chao Conde, employée privée, de résidence professionnelle à 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette (le «Président»). Le Président désigne Mme. Brigitte Martin, employée privée, de résidence professionnelle à 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette, comme secrétaire de l'Assemblée qui désigne Mme. Claudia Rouckert, employée privée, de résidence professionnelle à 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette, comme scrutateur.

Le Président expose ce qui suit:

(A) Suivant la liste de présence, l'intégralité des 18.000 (dix-huit mille) actions, sans désignation de valeur nominale et représentant l'intégralité du capital social de la Société Absorbante d'un montant de EUR 515.000.000 (cinq cent quinze millions d'Euros), sont dûment représentées à l'Assemblée, qui est par conséquent considérée comme dûment constituée et apte à délibérer sur les points de l'ordre du jour reproduit ci-dessous; ladite liste de présence, après signature ne varietur par les membres du bureau et le mandataire des actionnaires de la Société (les Actionnaires) et le notaire, restera annexée aux présentes pour être enregistrée avec l'acte;

(B) la Société Absorbante est l'associé unique de CACEIS Netherlands N.V., une société anonyme de droit néerlandais, avec siège social à 1013 AA Amsterdam, aux Pays-Bas, De Ruyterkade 6 - i et immatriculée auprès du Registre de Commerce néerlandais sous le numéro 33193354, (la Société Absorbée, et avec la Société Absorbante, les Sociétés Fusionnantes);

(C) les Sociétés Fusionnantes ont l'intention de procéder à une fusion transfrontalière conformément aux articles 261 et s. de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi sur les Sociétés Commerciales), au Chapitre 3A «Dispositions propres aux fusions transfrontalières» du Livre 2 du Code Civil néerlandais en conjonction avec la Directive 2005/56/EC du Conseil et du Parlement Européen du 26 octobre 2005 relative aux fusions transfrontalières des sociétés de capitaux, de sorte que la Société Absorbante sera investie, par voie de transmission universelle, de tous les actifs et passifs de la Société Absorbée et que la Société Absorbée cessera d'exister suite à sa dissolution sans liquidation (la «Fusion»);

(D) la Société Absorbée est entièrement détenue par la Société Absorbante qui détient toutes les 1.158 actions de la Société Absorbée représentant 100% de son capital social. De ce fait, les Sociétés Fusionnantes ont décidé d'effectuer la Fusion selon la procédure simplifiée prévue aux articles 278 et 279 de la Loi sur les Sociétés Commerciales.

(E) le conseil d'administration de la Société Absorbante et l'administrateur unique de la Société Absorbée ont approuvé un projet de fusion en date du 26 juillet 2013 (le Projet de Fusion), rédigé conformément à l'article 261 de la Loi sur les Sociétés Commerciales et à la Partie 7 du Livre 2 du Code Civil néerlandais;

(F) le Projet de Fusion a été publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations - N°1931, 1932 et 1933 du 9 août 2013, ainsi que dans le Journal Officiel des Pays-Bas daté du 9 août 2013, conformément à l'article 262 de la Loi sur les Sociétés Commerciales;

(G) le conseil d'administration de la Société Absorbante et l'administrateur unique de la Société Absorbée ont approuvé le rapport de fusion du 26 juillet 2013 (le «Rapport de Fusion») tel que prévu à l'article 265 de la Loi sur les Sociétés Commerciales et à la Partie 7 du Livre 2 du Code Civil néerlandais;

(H) conformément à l'article 278 de la Loi sur les Sociétés Commerciales, il ne sera pas nécessaire pour la présente Fusion de fournir le rapport de réviseur d'entreprises prévu à l'article 266 de la Loi sur les Sociétés Commerciales;

(l) en vertu de l'article 267 de la Loi sur les Sociétés Commerciales, (i) le Projet de Fusion, (ii) les comptes annuels, en ce inclus les rapports annuels et les notes aux comptes, de la Société Absorbée et de la Société Absorbante pour les exercices sociaux clôturés aux 31 décembre 2010, 31 décembre 2011 et 31 décembre 2012, (iii) les comptes intermédiaires de la Société Absorbée au 30 juin 2013, (iv) les comptes intermédiaires de la Société Absorbante au 30 juin 2013 et (v) le Rapport de Fusion ont été mis à la disposition des actionnaires de la Société Absorbante (avec la possibilité pour eux d'en recevoir un exemplaire gratuitement) au siège social de chacune des Sociétés Fusionnantes au moins un (1) mois avant l'approbation de la Fusion par la Société Absorbante;

(j) le 19 septembre 2013, le notaire néerlandais Cornelis Johannes Groffen, notaire de droit civil établi à Amsterdam, Pays-Bas, a émis un certificat préalable de fusion conformément à la Section 2:333i sous-section 3 du Code Civil néerlandais et à l'article 271 (2) de la Loi sur les Sociétés Commerciales attestant (i) que conformément à une déclaration des conseils d'administration des Sociétés Fusionnantes aucune requête en indemnisation n'a été reçue ni aucun paiement d'une telle indemnisation effectué telle que prévue à la Section 2:333 h du Code Civil néerlandais puisque la Société Absorbante est l'unique actionnaire de la Société Absorbée et que (ii) tous les actes et toutes les formalités prévues par les parties 2, 3 et 3a du Titre 2.7. du Code Civil néerlandais et les statuts de la Société Absorbée ont été accomplis en vue de la participation de la Société Absorbée à la Fusion (le Certificat de Fusion); et

(K) l'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

(1) Renonciation aux formalités de convocation;

(2) Approbation du Projet de Fusion et constat que toutes les formalités prévues à l'article 267 de la Loi de 1915 ont été accomplies.

(3) Approbation du Rapport de Fusion;

(4) Reconnaissance de la déclaration des conseils d'administration des Sociétés Fusionnantes d'après laquelle aucun changement significatif n'a eu lieu dans la situation comptable et financière des Sociétés Fusionnantes depuis la date du Projet de Fusion;

(5) Approbation du transfert, à titre universel, de tous les actifs et passifs de CACEIS Netherlands NV à CACEIS Bank Luxembourg S.A.;

(6) Reconnaissance de la dissolution de CACEIS Netherlands NV;

(7) Ratification de tous les actes accomplis par les administrateurs de la Société Absorbante en relation avec le transfert à titre universel susmentionné de tous les actifs et passifs;

(8) Mandat conféré à tout administrateur de la Société Absorbante et/ou à Maître Francis Kessler et/ou à Maître François Brouxel et /ou à Me Estelle Nzougou, les deux derniers étant avocats au sein de l'étude Wildgen-Partners in law, afin d'accomplir tous les actes nécessaires et utiles en vue de la mise en œuvre des résolutions à prendre sur base du présent ordre du jour; et

(9) Divers.

Les Actionnaires ont dès lors pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'intégralité du capital social de la Société Absorbante étant représentée à la présente Assemblée, les Actionnaires ont chacun décidé de renoncer aux formalités de convocation, se considérant dûment convoqués et ayant une parfaite connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué de manière anticipée.

Deuxième résolution

Après analyse approfondie du Projet de Fusion, les Actionnaires ont à l'unanimité décidé d'approuver la Fusion et le Projet de Fusion. Les Actionnaires reconnaissent que, conformément au Projet de Fusion et à l'article 273ter de la Loi sur les Sociétés Commerciales, la Fusion sera effective à la date à laquelle le procès-verbal de la présente Assemblée sera publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations. Les Actionnaires reconnaissent que le Projet de Fusion a été établi conformément à l'article 261 de la Loi sur les Sociétés Commerciales et a été déposé au Registre du Commerce et des Sociétés à Luxembourg et puis publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, en date du 9 août 2013, c'est-à-dire plus d'un mois avant la présente Assemblée. Les Actionnaires reconnaissent que toutes les formalités prévues à l'article 267 de la Loi sur les Sociétés Commerciales ont été accomplies.

Troisième résolution

Après analyse approfondie du Rapport de Fusion, les Actionnaires ont à l'unanimité décidé d'approuver le Rapport de Fusion établi par les organes de gestion des Sociétés Fusionnantes conformément à l'article 265 de la Loi sur les Sociétés Commerciales.

Quatrième résolution

Les Actionnaires prennent acte de la déclaration des conseils d'administration des Sociétés Fusionnantes d'après laquelle aucun changement significatif n'a eu lieu dans la situation comptable et financière des Sociétés Fusionnantes depuis la date du Projet de Fusion.

113175

Cinquième résolution

Les Actionnaires reconnaissent que, conformément au Projet de Fusion, la Fusion aura de plein droit les conséquences suivantes: (i) la Société Absorbée cessera d'exister et (ii) la transmission à titre universel de tous les actifs et passifs de la Société Absorbée vers la Société Absorbante.

Sixième résolution

Les Actionnaires prennent acte de la dissolution de la Société Absorbée.

Septième résolution

Les Actionnaires décident à l'unanimité de ratifier tous les actes accomplis par les administrateurs de la Société Absorbante en relation avec le transfert à titre universel susmentionné de tous les actifs et passifs.

Huitième résolution

Les Actionnaires décident à l'unanimité de conférer mandat à tout administrateur de la Société Absorbante et/ou à Maître Francis Kessler et/ou à Maître François Brouxel et/ou à Me Estelle Nzoungou, les deux derniers étant avocats au sein de l'étude Wildgen-Partners in law, afin d'accomplir tous les actes nécessaires et utiles à la mise en œuvre des présentes résolutions.

Déclaration

Conformément à l'article 271 (2) de la Loi sur les Sociétés Commerciales, le notaire instrumentaire (i) déclare avoir vérifié et certifie dès lors l'existence et la validité, selon la loi luxembourgeoise, des actes juridiques et des formalités imposés à la Société Absorbante afin de rendre la Fusion effective, et (ii) déclare avoir reçu une copie du Certificat de Fusion.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête du mandataire de l'Associé Unique, le présent acte a été établi en anglais, suivi d'une version en français. A la requête dudit mandataire des Actionnaires, et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ceux-ci ont signé avec le notaire l'original du présent acte.

Signé: Conde, Martin, Rouckert, Moutrier.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 20 septembre 2013. Relation: EAC/2013/12191. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2013133291/262.

(130162090) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 septembre 2013.

Ariane S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 179.287.

STATUTS

L'an deux mille treize, le vingt-quatre juillet.

Pardevant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

COMPAGNIE FINANCIERE DE Gestion LUXEMBOURG S.A., société anonyme, avec siège social à L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II, ici représentée par son administrateur-délégué Monsieur Jacques RECKINGER, maître en droit, avec adresse professionnelle à L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.

Laquelle comparante a arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme qu'elle va constituer:

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme (ci-après la «Société»), laquelle sera régie par les lois du Grand-Duché du Luxembourg, et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la «Loi sur les Sociétés»), la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial («Loi sur les SPF»), ainsi que par les présents statuts de la Société (ci-après les «Statuts») sous la dénomination de "ARIANE S.A. SPF".

Art. 2. Le siège social est établi à Luxembourg.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Art. 3. La durée de la société est illimitée.

Art. 4. La société a pour objet exclusif l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'actifs financiers tels que définis à l'article 2 de la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial («SPF»).

Art. 5. Le capital social est fixé à EUR 150.000. - (cent cinquante mille euros) représenté par 150 (cent cinquante) actions sans désignation de valeur nominale.

Les actions sont nominatives ou au porteur.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

Les actions de la Société sont réservées aux investisseurs définis à l'article 3 de la loi du 11 mai 2007

La société peut procéder au rachat de ses propres actions dans les conditions prévues par la loi.

Administration - Surveillance.

Art. 6. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non. Cependant au cas où la Société est constituée par un associé unique ou s'il est constaté lors d'une assemblée générale que la Société n'a plus qu'un associé unique, la composition du Conseil d'Administration peut être limitée à un membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un associé.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 7. Le Conseil d'Administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

Art. 8. Le Conseil d'Administration désigne parmi ses membres un président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le Conseil d'Administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télex ou téléfax, étant admis. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex ou téléfax.

Les décisions du Conseil d'Administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Art. 9. Le Conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

Art. 10. La société se trouve engagée soit par la signature collective de deux administrateurs, soit par la signature individuelle du délégué du conseil. Au cas où le Conseil d'administration est composé d'un seul membre, la Société sera engagée par la signature individuelle de l'administrateur unique.

Art. 11. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

Année sociale - Assemblée générale.

Art. 12. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Art. 13. Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le Conseil d'Administration peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

Art. 14. L'assemblée des actionnaires de la société régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Art. 15. L'assemblée générale décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Le Conseil d'Administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

Art. 16. L'assemblée générale annuelle se réunit, le deuxième jeudi du mois d'avril à 10.30 heures à Luxembourg au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 17. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial («SPF»), ainsi que leurs modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires.

1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le trente et un décembre deux mille treize.

2) La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en deux mille quatorze.

Souscription et Libération.

Les statuts de la société ayant ainsi été arrêtés, la comparante préqualifiée déclare souscrire les actions comme suit:
COMPAGNIE FINANCIERE DE Gestion LUXEMBOURG S.A., prénommée:

CENT CINQUANTE actions 150

Toutes les actions ont été entièrement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de EUR 150.000.- (cent cinquante mille euros) se trouve dès maintenant à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en est justifié au notaire soussigné.

Déclaration.

Le notaire-rédacteur de l'acte déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées aux articles 26, 26-3 et 26-5 de la loi sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

Estimation des frais.

Les parties évaluent le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à charge à raison de sa constitution, à la somme de EUR 2.500.-

Assemblée générale extraordinaire.

Et à l'instant les comparants, préqualifiés, représentant l'intégralité du capital social, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ils ont pris, à l'unanimité les résolutions suivantes:

1) Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires à un.

1) Sont appelés aux fonctions d'administrateur:

a) Monsieur Jacques RECKINGER, avec adresse professionnelle à L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II, né à Luxembourg, le 14 mars 1965,

b) Monsieur Henri REITER, avec adresse professionnelle à L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.

c) Monsieur Claudio TOMASSINI, avec adresse professionnelle à L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II, né à Esch/Alzette, le 31 octobre 1957.

3) Est appelé aux fonctions de commissaire:

FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG S.A., société anonyme, avec siège social à L-1840 Luxembourg, 38, boulevard Joseph II, R.C.S. Luxembourg B 34.978.

4) Les mandats des administrateurs et commissaire prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2019.

5) Le siège social est fixé à L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: J. RECKINGER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 26 juillet 2013. Relation: LAC/2013/35117. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Releveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 6 août 2013.

Référence de publication: 2013113782/122.

(130138296) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 août 2013.

Crestone Needle Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 179.298.

STATUTS

L'an deux mil treize, le huit juillet.

Par-devant Maître Joëlle SCHWACHTGEN, notaire de résidence à Wiltz.

Ont comparu:

1. - La société anonyme AYAM HOLDING SA SPF, inscrite au registre de commerce sous le numéro B 174.073, ayant son siège social à L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch et représentée par son administrateur-délégué, Madame Isabelle HAMER demeurant professionnellement à L-9647 Doncols, Bohey 36

2. - La société anonyme Malibaro SA SPF, inscrite au registre de commerce sous le numéro B 134.992, ayant son siège social à L-9647 Doncols, 36, Bohey et valablement représentée par son administrateur-délégué Madame Marie-Rose HARTMAN, demeurant professionnellement à L-9647 Doncols, 36 Bohey,

Ici représentée par la société AYAM HOLDING SA SPF, prénommée, en vertu d'une procuration donnée par la société Malibaro SA SPF dressée sous seing privé le 3 juillet 2013 à Doncols annexée et signée «NE VARIETUR».

Lesquelles comparantes, présentes ou tel que représentées, ont déclaré constituer une société anonyme dont elles arrêtent les statuts comme suit:

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes par la personne ci-avant qualifiée et toutes celles qui deviendraient dans la suite propriétaires des actions ci-après créées, une société anonyme sous la dénomination de «Crestone Needle Invest SA» qui sera régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, ainsi que les présents statuts de constitution.

Art. 2. Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg.

Il pourra être transféré dans toute autre localité du pays par décision de l'assemblée générale.

Au cas où le conseil d'administration estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège ou entre ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, il pourra transférer temporairement le siège social à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances anormales; ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

La déclaration de transfert du siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

Art. 3. La société a pour objet l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'instruments financiers tels que définis par la loi du 5 août 2005 telle que modifiée sur les contrats de garantie financière.

Elle a aussi pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière, de valeurs mobilières de toutes espèces, la gestion et la mise en valeur du portefeuille qu'elle possédera, l'acquisition, la cession, la mise en valeur de brevets et de licences y rattachées.

La société peut prêter et emprunter avec ou sans garantie, elle peut participer à la création et ou développement de toutes sociétés et leur prêter tous concours.

Enfin, la société peut effectuer toutes opérations commerciales, techniques et financières ou autres, reliées directement ou indirectement dans tous les domaines afin de faciliter l'accomplissement de son objet.

Art. 4. La société est constituée pour une durée illimitée.

Capital - Actions

Art. 5. Le capital social de la société est fixé à cinquante mille euros (50.000.- €) représenté par cent (100) actions sans désignation de valeur nominale.

Art. 6. Les actions sont et resteront nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions non divisibles.

La société pourra procéder au rachat de ses actions dans les conditions prévues par la loi.

Administration - Surveillance

Art. 7. La société est administrée par un conseil d'administration.

Si la société ne comporte qu'un associé unique le conseil d'administration peut être composé par un seul administrateur. Dès que l'assemblée générale constate l'existence de plus d'un associé il y aura lieu de nommer un conseil d'administration composé de trois membres au moins.

Les administrateurs seront nommés par l'assemblée générale des actionnaires, qui déterminera leur nombre, pour une durée qui ne peut dépasser six ans et ils resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus. Ils sont rééligibles et ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale, avec ou sans motif.

Lorsqu'une personne morale est nommée administrateur, celle-ci est tenue de désigner un représentant permanent chargé de l'exécution de cette mission au nom et pour le compte de la personne morale. Ce représentant est soumis aux mêmes conditions et encourt la même responsabilité civile que s'il exerçait cette mission en nom et pour son propre compte, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente. Celle-ci ne peut révoquer son représentant qu'en désignant simultanément son successeur.

Le nombre des administrateurs ainsi que leur rémunération sont fixés par l'assemblée générale de la société.

En cas de vacance d'un ou plusieurs postes d'administrateurs pour cause de décès, démission ou toutes autres causes, il sera pourvu à leur remplacement par le conseil d'administration conformément aux dispositions de la loi. Dans ce cas, l'assemblée générale, ratifiera la nomination à sa prochaine réunion.

Art. 8. L'administrateur unique exerce les fonctions dévolues au conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut choisir parmi ses membres un président. En cas d'empêchement du président, l'administrateur désigné à cet effet par les administrateurs présents, le remplace.

Le conseil ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs étant admis sans qu'un administrateur ne puisse représenter plus d'un de ses collègues.

Pour le calcul du quorum, sont réputés présents les administrateurs qui participent à la réunion du conseil d'administration, les personnes qui assistent par visioconférence ou des moyens de télécommunication permettant leur identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion dont les délibérations sont retransmises de façon continue. Pareille réunion est réputée se dérouler au siège de la société.

Les administrateurs peuvent émettre leur vote sur les questions à l'ordre du jour par lettre, télécopie, télégramme ou tout autre moyen de télécommunication informatique.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.

Toute décision du conseil est prise à la majorité simple des voix. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Art. 9. Les procès-verbaux de toute réunion du conseil d'administration sont signés par le président de la réunion et par un autre administrateur ou par l'administrateur unique. Les procurations resteront annexées aux procès-verbaux.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux, destinés à servir en justice ou ailleurs, seront signés par le président du conseil d'administration ou par deux administrateurs ou par l'administrateur unique.

Art. 10. Le conseil d'administration ou l'administrateur unique sont investis des pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires sociales et faire tous les actes de disposition et d'administration qui rentrent dans l'objet social. Ils sont autorisés à verser des acomptes sur dividendes aux conditions prévues par la loi. Tous les pouvoirs qui ne sont pas réservés expressément à l'assemblée générale par les statuts ou par la loi, sont de la compétence du conseil d'administration respectivement de l'administrateur unique.

Art. 11. Le conseil ou l'administrateur unique peuvent déléguer tout ou partie de leurs pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion, à un ou plusieurs administrateurs, directeurs spéciaux, fondés de pouvoir, employés ou autres agents qui n'auront pas besoin d'être actionnaire de la société, ou conférer des pouvoirs ou mandats spéciaux ou des fonctions permanentes ou temporaires à des personnes ou agents de son choix.

Art. 12. Vis-à-vis des tiers, la société sera engagée valablement par les signatures conjointes de deux administrateurs dont celle de l'administrateur-délégué à la gestion journalière.

Si la société fonctionne au moyen d'un administrateur unique ce dernier engage valablement la société en toute circonstance par sa seule signature.

Art. 13. Les administrateurs ainsi que toute personne appelée à assister aux réunions du conseil d'administration ou à assister l'administrateur unique à la gestion de la société sont tenus de ne pas divulguer, même après la cessation de leurs fonctions, les informations dont ils disposent sur la société anonyme et dont la divulgation serait susceptible de porter préjudice aux intérêts de la société, à l'exception des divulgations exigées ou admises par une disposition légale ou réglementaire applicable aux sociétés anonymes ou dans l'intérêt public.

Art. 14. La surveillance financière de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non.

Ils sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires, qui déterminera leur nombre, pour une durée qui ne peut dépasser six ans, et ils resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus. Ils sont rééligibles et ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale, avec ou sans motif.

Assemblée générale des actionnaires

Art. 15. Toute assemblée générale des actionnaires régulièrement constituée représente l'ensemble des actionnaires.

Sous réserve des dispositions de l'article 10 précité, elle a les pouvoirs les plus étendus pour ordonner, exécuter ou ratifier les actes en relation avec les activités de la société.

Si la société est constituée par un associé unique ce dernier exerce les pouvoirs attribués à l'assemblée générale des actionnaires.

Art. 16. L'assemblée générale annuelle se réunit au siège social de la société ou à tout autre endroit indiqué dans les avis de convocations le premier mardi du mois de juin de chaque année à 17.00 heures. L'assemblée générale annuelle doit être tenue dans les six mois de la clôture de l'exercice et la première assemblée générale peut avoir lieu dans les dix-huit mois suivant la constitution.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 17. Le conseil d'administration, l'administrateur unique ou le commissaire aux comptes peuvent convoquer d'autres assemblées générales. De telles assemblées doivent être convoquées si les actionnaires représentant au moins un cinquième du capital social le demandent.

Art. 18. Les convocations aux assemblées générales se font dans les formes prévues par la loi.

Au cas où tous les actionnaires sont présents ou représentés et déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans les convocations préalables.

Le calcul du quorum se fait selon les modalités prévues par la loi. Sont réputés présents pour ce calcul les actionnaires qui participent à la réunion du conseil d'administration les personnes qui assistent par visioconférence ou des moyens de télécommunication permettant leur identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion dont les délibérations sont retransmises de façon continue.

Tout actionnaire peut prendre part aux assemblées en désignant par écrit, par câble, par télégramme, par télex ou par télécopie ou tout autre moyen de télécommunication informatique un mandataire, lequel peut ne pas être actionnaire.

Sous réserve des restrictions légales, chaque action donne droit à une voix.

Les copies ou extraits des procès-verbaux de l'assemblée à produire en justice ou ailleurs sont signés par le président du conseil d'administration, par deux administrateurs ou par l'administrateur unique.

Année sociale - Bilan

Art. 19. L'année sociale de la société commence le premier janvier et finit le dernier jour du mois de décembre.

Le conseil d'administration établit le bilan et le compte de profits et pertes. Au moins un mois avant la date de l'assemblée générale annuelle, il soumet ces documents, ensemble avec un rapport sur les activités de la société, au commissaire aux comptes qui établira son rapport sur ces documents.

Art. 20. Sur les bénéfices nets de la société, il est prélevé cinq pour cent pour la formation d'un fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve atteindra le dixième du capital social souscrit de la société.

Sur recommandation du conseil d'administration ou de l'administrateur unique l'assemblée générale des actionnaires décide de l'affectation des bénéfices annuels nets. Elle peut décider de verser la totalité ou une part du solde à un ou plusieurs comptes de réserve ou de provision, de le reporter à nouveau à la prochaine année fiscale ou de le distribuer aux actionnaires comme dividendes.

Le conseil d'administration ou l'administrateur unique peuvent procéder à un versement d'acomptes sur dividendes dans les conditions fixées par la loi. Ils détermineront le montant ainsi que la date du paiement de ces acomptes.

Dissolution - Liquidation

Art. 21. La société peut être dissoute à tout moment par décision de l'assemblée générale délibérant aux mêmes conditions de quorum et de majorité que celles exigées pour la modification des statuts, sauf dispositions contraires de la loi.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou plusieurs liquidateurs, nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 22. Disposition générale. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures trouvera son application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

Mesures transitoires

La première année sociale de la société commence le jour de la constitution et finit le dernier jour de décembre de l'an 2014.

Souscription et libération

Les comparantes préqualifiées ont souscrit aux actions créées de la manière suivante:

La société AYAM HOLDING SA SPF 50 actions

La société Malibaro SA SPF: 50 actions

Soit un total de cent (100) actions représentant l'intégralité du capital social.

Les actions ont été libérées à concurrence de 100 % par des versements en espèces, de sorte que la somme de CINQUANTE MILLE EUROS (EUR 50.000), se trouve dès à présent à la disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant, qui le constate expressément.

Déclaration

Le notaire instrumentant constate que les conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ont été observées.

Coût, Evaluation

Les dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société en raison de sa constitution sont estimés à environ 1.050.- euros.

Assemblée Générale extraordinaire

Et à l'instant les comparantes pré qualifiées, représentant l'intégralité du capital social, se sont constituées en assemblée générale extraordinaire et ont pris les résolutions suivantes:

- 1) Le nombre des administrateurs est fixé à trois et de commissaire au compte est fixé à un.
- 2) Sont appelés aux fonctions d'administrateurs, le mandat expirant à l'assemblée générale annuelle de 2018:
 - a) Monsieur Moyse DARGAA, administrateur, demeurant à L-8019 Strassen, rue du Bois 72,
 - b) La société AYAM HOLDING SA SPF, prénommée,
 - c) La société MALIBARO SA SPF, prénommée.

Les mandats seront exercés à titre gratuit à l'exception du mandat de l'administrateur-délégué qui sera quant à lui rémunéré.

3) Est appelée aux fonctions de commissaire aux comptes, son mandat expirant à l'assemblée générale annuelle de 2018: HMS Fiduciaire, représentée par Monsieur Laurent Stéveler ayant son siège social à Bohey 36 L-9647 DONCOLS et inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B 121.989.

- 4) Le siège social est fixé à L-1470 Luxembourg, route d'Esch, 7.

Réunion du conseil d'administration

Et à l'instant se sont réunis les membres du conseil d'Administration de la Société Anonyme «Crestone Needle Invest SA»:

1. Monsieur Moyse DARGAA, prénommé,
2. La société AYAM HOLDING SA SPF, prénommée,
3. La société MALIBARO SA SPF, prénommée,

Lesquels membres présents ou représentés après avoir déclaré se considérer comme dûment convoqués ont pris à l'unanimité la résolution suivante:

De l'accord de l'assemblée générale des actionnaires, ils ont désigné administrateur-délégué Monsieur Moyse DARGAA, prénommé, chargé de l'administration journalière avec pouvoir de représenter et d'engager la société par sa signature conjointement avec celle d'un autre administrateur.

Dont acte, fait et passé à Wiltz, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants connus du notaire instrumentant par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Hamer, Joëlle Schwachtgen.

Enregistré à Wiltz, le 8 juillet 2013. Relation: WIL/2013/449. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): Pletschette.

Pour expédition conforme, délivrée à la société, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Wiltz, le 5 août 2013.

Référence de publication: 2013113842/211.

(130138607) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 août 2013.

Pillarlux Murcia Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 129.647.

—
DISSOLUTION

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-eighth day of June.

before Maître Francis KESSELER, notary residing in Esch-sur-Alzette.

There appeared:

PREF Management COMPANY S.A., a public limited liability company (société anonyme) incorporated and existing under the laws of Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 14, Porte de France, L-4360 Esch-sur-Alzette, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B99692, acting on behalf of PILLAR RETAIL EUROPARK FUND, a collective investment undertaking (fonds commun de placement) governed by the laws of Luxembourg,

(the "Sole Shareholder"),

duly represented by Ms. Sofia Afonso-Da Chao Conde, private employee, professionally residing in Esch-sur-Alzette, by virtue of a power of attorney, given under private seal.

Said proxy, after having been initialled and signed ne varietur by the proxyholder and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party through its proxyholder has requested the notary to state that:

- the Sole Shareholder holds all the shares in PILLARLUX MURCIA HOLDINGS S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 129647, incorporated pursuant to a notarial deed of the Me Jean Seckler, notary residing in Junglister, dated 6 July 2007, published in the official gazette, Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1806 of 25 August 2007 (the "Company");

- the Company's by-laws have been amended for the last time by a notarial deed of Me Jean Seckler, notary residing in Junglister, dated 21 December 2007, published in the official gazette, Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 644 of 14 March 2008;

- the Company's capital is set at thirty seven thousand five hundred Euros (EUR 37.500,-) represented by one thousand and five hundred (1,500) shares of twenty-five Euro (EUR 25.-) each;

- the Sole Shareholder hereby resolves to proceed with the dissolution of the Company with effect as from today;

- the Sole Shareholder assumes the role of liquidator of the Company;

- the Sole Shareholder as liquidator of the Company declares that the activity of the Company has ceased, that the known liabilities of the Company have been settled or fully provided for, that the Sole Shareholder is vested with all the assets and hereby expressly declares that it will take over and assume all outstanding liabilities (if any) of the Company, in particular those hidden or any known but unpaid and any as yet unknown liabilities of the Company before any payment to itself;

- the Sole Shareholder waives the requirement to appoint an auditor to the liquidation (commissaire à la liquidation) and to hear a report of an auditor to the liquidation;

- consequently the Company be and hereby is liquidated and the liquidation is closed;

- the Sole Shareholder has full knowledge of the updated articles of incorporation of the Company and perfectly knows the financial situation of the Company;

- the Sole Shareholder grants full discharge to the managers of the Company for their mandates from the date of their respective appointments up to the date of the present meeting; and

- the books and records of the dissolved Company shall be kept for five (5) years from the date the date of the present meeting at the registered office of the Company.

Whereof the present deed was drawn up in Esch-sur-Alzette, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary, who speaks and understands English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the person appearing, she signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le vingt-huit juin.

Par-devant Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

PREF Management COMPANY S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant le siège social au 14, Porte de France, L-4630 Esch-sur-Alzette, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B99692 (l'Associé Unique)

ici dûment représentée par Mme. Sofia Afonso-Da Chao Conde, employée privée, demeurant professionnellement à Esch-sur-Alzette, en vertu d'une procuration sous seing privé.

Laquelle procuration après signature ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentaire, demeurera annexée au présent acte pour y être soumis ensemble aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante, par son mandataire, a requis le notaire instrumentaire d'acter que:

- l'Associé Unique détient toutes les parts sociales de PILLARLUX MURCIA HOLDINGS S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 129647, constituée sous la dénomination de PILLARLUX MATRAN S.à r.l. suivant acte notarié de Me Jean Seckler, notaire résidant à Junglisten, du 6 juillet 2007, publié au Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1806 du 25 août 2007 (la Société);

- la statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois en vertu d'un acte notarié de Me Jean Seckler, notaire résidant à Junglisten, du 21 décembre 2007, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, C numéro 644 du 14 mars 2008;

- le capital social de la Société est fixé à trente-sept mille cinq cent Euros (EUR 37.500,00) représenté par un million cinq cent (1,500) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq Euros (EUR 25,-) chacune;

- par la présente l'Associé Unique prononce la dissolution anticipée de la Société avec effet immédiat;

- l'Associé Unique assume le rôle de liquidateur de la Société;

- l'Associé Unique, en sa qualité de liquidateur de la Société, déclare que l'activité de la Société a cessé, que le passif connu de la Société a été payé ou provisionné, qu'il est investi de tout l'actif et qu'il s'engage expressément à prendre à sa charge tout passif pouvant éventuellement encore exister à charge de la Société et tout passif impayé ou inconnu à ce jour avant tout paiement à sa personne;

- l'Associé Unique renonce à la formalité de la nomination d'un commissaire à la liquidation et à la préparation d'un rapport du commissaire à la liquidation;

- partant la liquidation de la Société est à considérer comme faite et clôturée;

- la comparante a pleinement connaissance des statuts de la Société et de la situation financière de celle-ci;

- la comparante donne décharge pleine et entière aux gérants de la Société pour leur mandat à compter de la date de leur nomination respectives jusqu'à la date de la présente assemblée; et

- les documents et pièces relatifs à la Société dissoute seront conservés durant cinq (5) ans à compter de la date de la présente assemblée au siège social de la Société.

Dont acte, fait et passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais déclare qu'à la requête de la comparante, le présent acte a été établi en anglais, suivi d'une version française. A la requête de cette même partie comparante, et en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Et après lecture faite au mandataire de la comparante, celle-ci a signé avec nous notaire le présent acte.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 04 juillet 2013. Relation: EAC/2013/8703. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2013114177/101.

(130138179) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 août 2013.

HKB Lux Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8008 Strassen, 132, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 147.427.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 01/08/2013.

G.T. Experts Comptables Sàrl
Luxembourg

Référence de publication: 2013111249/12.

(130135063) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2013.

Ivaldi European Mutli-Strategy Fund SCA, Société en Commandite par Actions de Titrisation.

Siège social: L-8070 Bertrange, 31, Zone d'Activités Bourmicht.

R.C.S. Luxembourg B 164.256.

Extrait de l'Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires qui s'est tenue le jeudi 18 juillet 2013 à 12 heures 30 dans les locaux de Citibank International plc (Luxembourg Branch), 31, Z.A. Bourmicht, L-8070 Bertrange, Grand Duché de Luxembourg

L'Assemblée approuve la réélection du Réviseur d'entreprises agréé KPMG Audit S.à r.l., 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, pour une durée d'un an se terminant à la date de la prochaine assemblée générale ordinaire en 2014.

Pour le compte de IVALDI EUROPEAN MULTI-STRATEGY FUND SCA

Citibank International plc (Luxembourg Branch)

Référence de publication: 2013111278/13.

(130135049) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2013.

Intels International Network S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5335 Moutfort, 17, rue Gappenhiel.

R.C.S. Luxembourg B 51.951.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013111287/9.

(130135437) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2013.

International Trade Export Company S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1537 Luxembourg, 3, rue des Foyers.

R.C.S. Luxembourg B 29.391.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Comptable B + C S.à.r.l.

Luxembourg

Référence de publication: 2013111291/11.

(130134522) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2013.

Liberty Land S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 76.767.

La Convention de Domiciliation conclue entre la Société Anonyme, LIBERTY LAND S.A., société de patrimoine familial (anciennement LIBERTY LAND HOLDING S.A.), précédemment avec Siège social au 19-21, Boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, et la Société Anonyme Société Européenne de Banque, Société Anonyme, ayant son Siège social 19-21, Boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg n° B 13.859, a été résiliée avec effet au 17 juillet 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Société Européenne de Banque

Société Anonyme

Signatures

Référence de publication: 2013111351/15.

(130134980) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2013.
